



Équipe de droit international, européen et comparé – (EDIEC) – EA 4185

Rapport d'activité 2017



Lyon : Équipe de droit international, européen et comparé, décembre 2017

Document disponible sur le site web de l'Équipe de droit international, européen et comparé, à l'adresse : <http://ediec.univ-lyon3.fr/presentation/rapports-dactivite>.

Reproduction et impression autorisées, moyennant mention de la source.

Fiche catalographique : ISSN 2778-2530

Équipe de droit international, européen et comparé
Rapport d'activité 2017

Lyon : Équipe de droit international, européen et comparé
2017 – 71 p. – 21 x 29,7 cm

Directrice de publication : Frédérique Ferrand, Professeur des universités, Agrégée de droit privé, Directrice de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé, Directrice de l'Institut de Droit Comparé Édouard Lambert | **Réalisation, édition, photographies (sauf mention expresse)** : Véronique Gervasoni, Ingénieur d'études, Responsable administrative et responsable d'édition de l'EDIEC.

Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit

Équipe de droit international, européen et comparé – EDIEC, EA n° 4185

15 quai Claude Bernard, 69007 Lyon

Adresse postale : Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit (Quais) – EDIEC

1C avenue des Frères Lumière CS 78242 – 69372 Lyon Cedex 08

Tél. : ++ 00 / 33 478 787 251 | Courriel : ediec@univ-lyon3.fr | Web : <http://ediec.univ-lyon3.fr> |



| @ediec_4185



Équipe de droit international,
européen et comparé – (EDIEC) – EA 4185

Rapport d'activité 2017

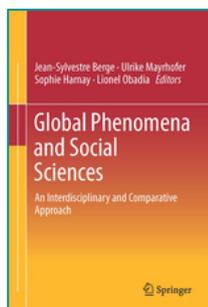
SOMMAIRE

1. PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES	7
1.1. Monographies	7
1.2. Rapports de recherche / Séjours de recherche / Expertises	11
1.3. Directions éditoriales des membres de l'EDIEC	13
1.4. Articles / Études / Contributions à des ouvrages collectifs	16
1.5. Comptes rendus d'ouvrages	28
2. RÉSEAUX ET PROGRAMMES SCIENTIFIQUES	32
2.1. Participation au Groupement de recherche RUEDELSJ	32
2.2. Participation aux programmes européens	33
2.2.1. Le projet européen EPAPFR	33
2.2.2. La Chaire Jean Monnet DMOCRIS	34
2.3. IUF – Border Crossing Phenomena and the Law – IFITIS Research Programme 2016-2021	38
2.4. Projets et partenariats en droit international public	41
3. OPÉRATIONS SCIENTIFIQUES	43
3.1. Colloques, workshops, journées d'études, ateliers de recherche et conférences	43
3.1.1. Suivi 2017 des opérations organisées en 2016	43
3.1.2. Colloques, workshops, journées d'études, ateliers et conférences organisés en 2017	45
3.2. Communications à des colloques, journées d'études, conférences et séminaires	50
4. ORGANISATION ET VIE DE L'EDIEC	55
4.1. Soutenances de thèses, habilitations à diriger des recherches	55
4.2. Prix, distinctions et nominations	55
4.3. Support pour les masters et les doctorats	56
4.3.1. Masters adossés	56
4.3.2. European Joint Master Programme Policing in Europe	57
4.3.3. Doctorats	57
4.4. Documentation scientifique	58
4.4.1. Fonds documentaire de l'EDIEC	58
4.4.2. Fonds documentaire de l'Institut de Droit Comparé Édouard Lambert	59
4.5. Site web	62
4.6. Moyens financiers (budget primitif 2018)	63
ANNEXES	64
ORGANIGRAMME DE L'ÉQUIPE	65
STATUTS DE L'ÉQUIPE	66
MEMBRES DU CENTRE DE DROIT INTERNATIONAL (CDI)	67
MEMBRES DU CENTRE DE RECHERCHE SUR LE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ (CREDIP)	68
MEMBRES DU CENTRE D'ÉTUDES EUROPÉENNES (CEE)	69
MEMBRES DE L'INSTITUT DE DROIT COMPARÉ ÉDOUARD LAMBERT (IDCEL)	70

1. PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES

Les membres titulaires des quatre centres de recherche de l'Équipe de droit international, européen et comparé, et les enseignants-chercheurs associés (cf. *Annexes*, p. 67-70) ont collaboré à la rédaction des ouvrages et des contributions qui suivent.

1.1. Monographies



BERGÉ (J.-S.) (ed). – *Global Phenomena and Social Sciences. An Interdisciplinary and Comparative Approach* (avec S. Harnay, U. Mayrhofer, L. Obadia, eds). – Springer International Publishing, 2017. – 126 p.

Publisher's Presentation: *This book offers new perspectives on global phenomena that play a major role in today's society and deeply shape the actions of individuals, organizations and nations. In a complex and rapidly changing environment, decision-makers need to gain a better understanding of global phenomena to adapt and to anticipate the evolution of the global context. The authors—ten renowned international scholars of anthropology, economics, law, management and political science—propose an interdisciplinary and comparative approach to social sciences. They analyse how international phenomena, such as globalisation*

or transnationalisation, transform the disciplines of social sciences from an epistemological standpoint. Explaining what 'global' means in different disciplines, the authors analyse several global phenomena that characterise today's international environment such as the circulation of norms and ideas, the linkages between war and globalization, corporate governance, and the impact of multinational enterprises on sustainable development and poverty reduction. Providing examples of analytical disciplinary approaches and guidelines for decision-makers in a fast-changing global context this book will be useful to scholars and students of anthropology, economics, law, management and political science as well as practitioners in the private and public sectors.



BERGÉ (J.-S.). – *Introduction générale au droit* (par P. Courbe, mise à jour à compter de la 12^e éd. par J.-S. Bergé). – 15^e éd. – Paris : Dalloz, 2017. – 211 p.

Présentation de l'éditeur: *Qu'est-ce que le droit ? Le terme recouvre un ensemble de notions qu'il convient de maîtriser. C'est le droit objectif, c'est-à-dire les règles de conduite qui, dans la société, gouvernent les relations des hommes et s'imposent à eux. Mais ce sont aussi les droits subjectifs, à savoir les prérogatives reconnues à un individu dans ses rapports avec les autres, sous la protection de l'autorité publique. Retrouvez l'ensemble de la matière traitée selon ses grands axes : la règle de droit, les divisions (privé/public) et les sources du droit d'une part, la classification des droits subjectifs (extrapatrimoniaux/patrimoniaux), leurs sources (actes et faits juridiques), la preuve et les sanctions d'autre part. Cette initiation au droit s'adresse principalement aux étudiants en L1. Elle est destinée également à tous ceux qui veulent découvrir l'architecture et la signification du droit.*



BERGÉ (J.-S.). – *Operating Law in a Global Context. Comparing, Combining and Prioritizing* (avec G. Helleringer). – Cheltenham : Edward Elgar, 2017. – 256 p.

Publisher's Presentation: *Lawyers have to adapt their reasoning to the increasingly global nature of the situations they deal with. Often, rules formulated in a national, international or European environment must all to be jointly applied to a given case. This book seeks to make explicit the analysis the lawyer engages in every time he or she is confronted by the operation of several laws in different contexts. This reasoning is organised according to a basic three-step approach, consisting of the comparison (Part 1), combination (Part 2) and, finally, ordering or 'prioritization' (Part 3) of the methods and solutions of national, international and European law to be used to solve the case. The book conveys in detail how the law is operated through a wide range of concrete examples cutting across domains including criminal law, contract law, fundamental rights, internal market, international trade and procedure.*

This book focuses on the needs of a global lawyer who must reach conclusions in a pluralistic context. Illustrations from the domestic case law of the UK, Germany, Belgium, Italy, Spain, France and the US are used to demonstrate how lawyers can combine different contexts to improve their legal reasoning. Operating Law in a Global Context will appeal to lawyers in these jurisdictions and beyond, as well as to students training to practice in a global environment.



Les crises de l'espace de liberté, sécurité, justice / Las crisis del espacio de libertad, seguridad y justicia / dir. H. Labayle, J.I. Ugartemendia Eceizabarrena. – European inklings (EUi), Número 12, 2017 (San Sebastian: Instituto Vasco de Administración Pública). – 389 p.

Actes des ateliers doctoraux européens du GDR RUEDELSJ 2016 (Bayonne – San Sebastian).



DEBARD (Th.). – Institutions juridictionnelles (avec S. Guinchard, A. Varinard). – 14^e éd. – Paris : Dalloz, 2017. – 1278 p.

Présentation de l'éditeur : *Né de la collaboration de spécialistes des procédures civiles, pénales et de droit public, ce Précis permet d'acquérir une vue raisonnée et synthétique de la justice en France et de ses institutions. Après l'analyse critique et prospective des principes qui sous-tendent l'organisation et le fonctionnement de la justice, l'ouvrage décrit, en les replaçant dans leur évolution, les principales juridictions et professions qui leur sont associées. Au plus près de l'actualité législative et notamment de la loi du 18 novembre 2016, dite J 21, de modernisation de la Justice du XXI^e siècle, de ses décrets d'application et de ceux de la loi Macron pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, l'ouvrage consacre une large place au renouvellement qu'a connu la matière sous l'influence de la Cour européenne des droits*

de l'homme, du Conseil constitutionnel et de la question prioritaire de constitutionnalité. S'il correspond au cours d'Institutions juridictionnelles généralement enseigné en 1^{re} année des facultés de droit, il est également fort utile à tous ceux qui préparent les concours d'accès à la magistrature et à la fonction publique ou l'examen des IEJ pour entrer dans un Centre de formation professionnelle d'avocats. Il donne enfin à tout citoyen les clefs de compréhension de la justice et des grands problèmes contemporains qui la concernent (réforme de la carte judiciaire, responsabilité des magistrats, rôles respectifs des juges et des procureurs, place du juge d'instruction, etc.).



DEBARD (Th.). – Lexique des termes juridiques 2017-2018 (avec S. Guinchard). – 25^e éd. – Paris : Dalloz, 2017. – 1200 p.

Présentation de l'éditeur : *Au fil des éditions – diffusées à plus d'un million d'exemplaires – le Lexique des termes juridiques s'est imposé auprès des étudiants en droit comme un outil incontournable, alliant une information pédagogique et actualisée, à des références précises aux textes officiels et à la jurisprudence en lien avec les termes définis. Traduit dans de nombreuses langues dont l'arabe, l'espagnol, le japonais et le portugais, l'ouvrage est devenu un véritable guide juridique, permettant à chacun de connaître et de comprendre l'organisation judiciaire et les mécanismes juridiques afin de mieux faire valoir ses droits, donnant ainsi un contenu concret à l'adage « Nul n'est censé ignorer la loi ». Plus de 6 000 entrées dont 210*

définitions encadrées en lien direct avec l'actualité. + Des renvois aux références des codes et des grands arrêts.



FERRAND (F.) et al. – Droit et pratique de la procédure civile 2017/2018. Droit interne et européen / dir. S. Guinchard. – 9^e éd. – Paris : Dalloz, déc. 2016. – 2141 p.

Présentation de l'éditeur : **Prévenir, maîtriser, résoudre les contentieux civils.** *Ouvrage consacré à la pratique quotidienne du procès civil, à destination des avocats, experts, huissiers, greffiers, magistrats et juristes d'entreprises en charge du contentieux. À chaque étape de la procédure, selon un plan chronologique, depuis l'engagement du procès à l'exercice des voies de recours et jusqu'au paiement des frais de l'instance, à chaque hésitation du praticien, des solutions concrètes sont présentées. Une large part est accordée aux règles du procès équitable élaborées par la Cour européenne des droits de l'Homme et au droit de l'Union*

européenne de plus en plus prégnant en procédure civile. Cette 9^e édition intègre les derniers développements de la loi sur la modernisation de la Justice du XXI^e siècle et la réforme de l'appel.



FERRAND (F.) et al. – Droit processuel. Droits fondamentaux du procès. – 9^e éd. – Paris : Dalloz, 2017. – 1526 p.

Note de l'éditeur : *Le droit processuel a changé. Depuis l'époque où l'enseignement de cette discipline se limitait à la comparaison des procédures administrative, civile et pénale, un double mouvement de mondialisation et d'attraction du droit du procès à la garantie des droits fondamentaux a fait apparaître un nouveau droit processuel, entendu désormais comme le droit commun du procès.*

Ce nouveau droit commun s'est construit autour d'un modèle, celui du procès équitable. Issu des sources internationales, européennes et constitutionnelles (1^{re} partie), ce modèle universel (2^e partie) s'exporte vers les juridictions internationales (notamment pénales), vers l'organe de règlement des différends au sein de

l'Organisation mondiale du commerce, vers les juridictions nationales et vers les modes alternatifs de règlement des différends. De nouveaux principes directeurs apparaissent qui transcendent les contentieux spécifiques et traduisent, dans le droit du procès, l'émergence d'une démocratie procédurale, dans laquelle l'écoute, la confiance et la proximité répondent, comme un écho, aux principes de dialogue, de loyauté et de célérité dans le procès. L'esprit de ce manuel est d'embrasser la totalité des procédures du droit français avec, ponctuellement, des éléments de droit allemand, de droit américain, de droit anglais et de droit italien. Droit commun et droit comparé du procès équitable se rejoignent pour former le nouveau visage du droit processuel. Parce qu'il expose les droits fondamentaux du procès, notamment la question prioritaire de constitutionnalité, l'ouvrage s'adresse plus particulièrement aux étudiants de master 1 et 2 et aux candidats à l'examen d'entrée dans un centre régional de formation d'avocats, pour la préparation de l'épreuve dite « du grand oral » qui porte, précisément, sur les libertés et droits fondamentaux.



FERRAND (F.) et al. – Procédure civile. – 5^e éd. – Paris : Dalloz, 2017. – 864 p.

Note de l'éditeur : *La Justice est l'objet de débats permanents, souvent passionnés, alimentés par les évolutions, voire les soubresauts de l'institution. Le juriste doit néanmoins raison garder et ne pas oublier que la procédure, mère de la liberté, reste un outil fondamental de protection de nos libertés et droits fondamentaux. L'ouvrage se veut la traduction concrète de cette préoccupation essentielle : comment mener à son terme un processus judiciaire, tant en demande qu'en défense ? Comment vaincre successivement les embûches d'un procès, depuis l'introduction de l'action et le choix de la juridiction adéquate, jusqu'à l'exécution du jugement, à titre provisoire ou définitif ?*

L'Europe est également très présente par la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme sur le procès équitable et par les règles de l'Union européenne qui font apparaître un fonds procédural commun au sein de cette Union. Le lecteur prendra rapidement conscience que, loin d'être une pure technique, la procédure est au service de la réalisation concrète des droits. Sans elle, les droits ne sont que des leures, au mieux, des espoirs.

L'ouvrage est à jour des dernières évolutions jurisprudentielles et réglementaires, notamment de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 relative à la modernisation de la Justice du 21^e siècle et de ses décrets d'application ainsi que de la réforme de l'appel par le décret n° 2017-891 du 6 mai 2017.

Synthétique en la forme, mais complet sur le fond, assorti d'exercices pratiques, qui constituent l'âme de la collection, il épouse une présentation claire et pédagogique ; il se destine ainsi aux étudiants en licence ou en master dans les facultés de droit, mais également à tous ceux qui préparent les épreuves aux concours d'entrée à l'École nationale de la magistrature ou à l'examen d'entrée dans une école du barreau (dit examen des IEJ). Par son souci constant de toujours revenir aux grands principes du droit du procès contemporain, il donnera également satisfaction à tous ceux qui, juges, avocats, greffiers, huissiers de justice, usagers du service public de la justice ou simples amateurs de droit, sont en quête d'une présentation éclairée et éclairante d'une matière encore trop souvent considérée comme austère.



KARPENSCHIF (M.). – Droit européen des aides d'État (Préface de Marc Jaeger, Président du Tribunal de l'UE). – 2^e éd. – Bruxelles : Bruylant, 2017. – 526 p.

Présentation de l'éditeur : *Le droit des aides d'État a longtemps été le « parent pauvre » du droit de la concurrence qui s'est surtout focalisé sur des matières connues dans les États membres : le contrôle des ententes, des abus de positions dominantes et le droit des concentrations. Si le contrôle des comportements anticoncurrentiels des entreprises est finalement chose aisée, il n'en va pas de même à l'égard de ceux commis par la puissance publique ; un tel contrôle ne pouvant s'effectuer que dans un cadre supranational. Institué dès le Traité CECA, le versement d'aides d'État est passé d'un principe absolu d'interdiction en 1951 à un examen encadré de compatibilité à partir de 1957. Depuis lors, la pratique décisionnelle de la Commission, la*

jurisprudence constructive des juges européens conjuguées à l'augmentation exponentielle du nombre de cas à traiter (consécutivement à l'apparition de crises multiples puis durables de l'économie européenne) ont conduit à donner des contours précis à la notion d'aide d'État, à forger des règles de procédure à cet examen de compatibilité, à impliquer les autorités nationales dans la discipline des aides d'État, à inventer des sanctions spécifiques en cas d'allocation d'aides illégales et incompatibles avec le traité.

Cet ouvrage entend définir les principaux concepts (Qu'est-ce qu'une aide d'État ? Qu'est-ce qu'une compensation d'obligation de service public ? Qu'est-ce qu'une aide de minimis ?...), détailler les règles en vigueur (Qu'est-ce qu'une aide existante, une aide nouvelle ? Qu'est-ce qu'une aide illégale et/ou incompatible ?), restituer le rôle de chacun des acteurs de cette matière (Quels pouvoirs/devoirs

pour la Commission, les juges européens, les autorités et les juges nationaux ?) et exposer les enjeux propres à cette matière (À quoi sert le droit des aides d'État ? Celui-ci est-il instrumentalisé à d'autres fins que l'établissement d'une concurrence pure et parfaite ?...). À jour des dernières réformes législatives (RGEC 2017 modifié, règlement de procédure 2015) et des jurisprudences de la Cour de justice (tous les arrêts de février 1961 à avril 2017) comme des juridictions nationales, l'ouvrage intéressera les avocats spécialisés en droit public et en droit de la concurrence, les magistrats administratifs, les juristes des collectivités locales et des administrations centrales ainsi que les universitaires.

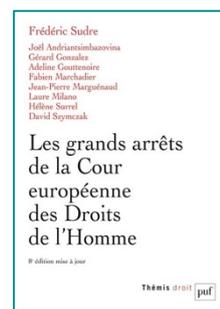


MARTI (G.) / dir. – *Les Nations sans États. Un droit à l'État ? – Civitas Europa*, 2017/1 (n° 38). – Dossier spécial. – 432 p.



PAILLER (L.). – *Le respect de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne dans l'espace judiciaire européen en matière civile et commerciale.* – (Préfaces F. Marchadier et E. Garaud). – Paris : Pedone, 2017. – 548 p.

Présentation de l'éditeur : En même temps que le traité de Lisbonne conférait valeur juridique contraignante à la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, il a créé, par l'article 67, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, une obligation pour l'Union et les États membres de respecter les droits fondamentaux dans la construction de l'espace de liberté de sécurité et de justice. Parce qu'il vise chacune des normes composant cet espace, ce commandement interroge particulièrement dans l'espace judiciaire européen en matière civile et commerciale où les règles de coordination des ordres juridiques nationaux sont partiellement réfractaires à l'influence des droits fondamentaux. Toutefois, la polysémie de la notion de respect permet d'envisager divers modes d'articulations de la charte et du droit de l'espace judiciaire européen en matière civile et commerciale. Si le principe hiérarchique paraît la modalité la plus évidente pour assurer le respect de la charte, il s'avère inapte à y parvenir, tant par lui-même que par le contexte spécifique d'application de la charte qu'impose l'espace judiciaire européen. Aussi conviendrait-il de la compléter par un mode d'articulation plus souple, la combinaison, afin de parvenir à conformer la construction de l'espace sous étude à l'article 67, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

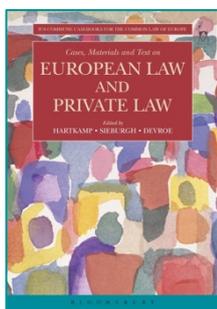


SURREL (H.). – « Commentaires n° 17, 29, 48, 59, 60 et 61 », in : *Les grands arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme* / dir. F. Sudre. – 8^e éd. – Paris : PUF, 2017. – 968 p.

Présentation de l'éditeur : La Convention européenne des droits de l'homme, signée à Rome le 4 novembre 1950 et ratifiée par la France le 3 mai 1974, fonde la protection européenne des droits de l'homme. C'est une charte vivante des droits et des libertés, enrichie par une jurisprudence visant au « développement » des Droits de l'homme, qui contribue à la formation d'un droit commun aux pays européens. Ce manuel reproduit des extraits significatifs des arrêts de la Cour et mentionne la portée de la jurisprudence européenne en droit interne.

1.2. Rapports de recherche / Séjours de recherche / Expertises

BERGÉ (J.-S.). – [Analyse juridique et sociologique de l'état des questions en France à la lumière des pratiques étrangères en matière de filiation des enfants conçus par gestation pour autrui à l'étranger \(Grande-Bretagne, Belgique, Israël\) / Legal and Sociological Analysis of the French Context considering Foreign Practices Related to Filiation of Children conceived through Surrogacy Abroad \(United-Kingdom, Belgium, Israel\)](#). – Recherche réalisée avec le soutien de la Mission de recherche Droit et Justice dans le cadre de l'appel à projets sur « Le "droit à l'enfant" et la filiation en France et dans le monde ». – Paris : Mission de recherche Droit et Justice, 8 juin 2017. – 288 p. – (Convention n° 14.18 – M.-A. Hermitte, K. Parizer, S. Mathieu, J.-S. Bergé.)



BERGÉ (J.-S.), CLAVIÈRE (B. de) et al. – *Cases, Materials and Text on European Law and Private Law* / A. Hartkamp, C. Sieburgh, W. Devroe (eds). – Oxford: Hart Publishing, 2017. – 528 p.

Présentation de l'éditeur : L'ouvrage repose sur un premier parti pris : ne retenir du droit européen que le droit primaire de l'Union européenne. Le droit du Conseil de l'Europe et de la Convention européenne des droits de l'homme ne sont donc pas envisagés. De même, a été délibérément écarté, le droit dérivé de l'Union européenne : les règlements, directives et décisions notamment. Si la première exclusion s'explique par le fait que l'Union européenne forme un système juridique autonome, digne d'intérêt à lui seul, la seconde exclusion est plus arbitraire. En effet, dans le domaine du droit privé (voir la définition ci-après), le droit primaire occupe une place marginale comparée à celle accordée au droit dérivé. Ce choix arbitraire fait toute l'originalité du

travail. L'objectif poursuivi par les initiateurs de ce travail est clairement de laisser à voir à la communauté des juristes, spécialement aux privatistes, ce qu'ils délaissent trop fréquemment dans leurs analyses : l'application du droit primaire en situation horizontale (droit des pratiques anticoncurrentielles, art. 101 et s. TFUE ; grandes libertés de circulations, art. 26 et s. TFUE ; principe général de non-discrimination, art. 18 TFUE) ; principes généraux dégagés par la jurisprudence de la Cour de justice sur la base du traité et dans leurs rapports avec la Charte des droits fondamentaux de l'UE, etc.).

Un second parti pris anime ce travail collectif : seuls les cas d'application horizontale du droit primaire européen sont ici considérés. Cet autre choix resserre un peu plus le champ d'étude. Le droit primaire s'applique le plus souvent en situation verticale, c'est-à-dire dans une situation impliquant l'autorité publique étatique (ou ses démembrements) que ce soit dans ses rapports à l'UE ou dans ses rapports aux individus. Ici, le choix a été fait de centrer l'analyse sur l'application du droit primaire européen entre deux ou plusieurs personnes de droit privé, notamment (mais pas seulement) quand elles sont en situation contractuelle. Ce droit appliqué aux rapports horizontaux n'est pas nécessairement du droit privé. On peut parfaitement imaginer des situations où la règle de droit public vient à se loger dans une relation horizontale, le plus souvent aux côtés d'autres règles, pour l'essentiel de droit privé. Mais par simplicité de langage et (sans doute) choix éditorial, c'est sous l'étiquette « Private Law » qu'apparaît cette application horizontale du droit primaire de l'Union européenne.

DOUMBÉ-BILLÉ (St.).

- Rapport de recherche au 6^e forum de la Commission de l'Union africaine de droit international sur « Les réfugiés, une catégorie à part du droit international des migrations », Malabo, 4 et 5 déc. 2017.
- Séjour de recherche à Tunis, Projet PHC Utique 2016-2019, 11-15 nov. 2017.
- Séjour de recherche à l'Université Senghor d'Alexandrie, 4-11 nov. 2017.
- Rapporteur au jury de thèse de Mamadou Meite : *La juridicité des droits de solidarité en droit international : cas du droit à la paix et du droit au développement*. Thèse soutenue le 1^{er} juin 2017.
- Rapporteur de la thèse de Mme Kmar Ben Youssef : *La lutte contre le terrorisme, les droits de l'homme et le droit humanitaire*, Université Tunis Carthage, 25 avr. 2017.
- Rapport de demande de soutenance de thèse de Caroline Migazzi, *Le droit international face aux défis énergétiques contemporains*, avr. 2017.

LE BAUT-FERRARESE (B.).

- **Présidence du jury de thèse de doctorat en droit public de M. Aliouat** (Université Jean Moulin Lyon 3) : *Le partenariat public-privé comme mode de financement de l'ouvrage public* / dir. J.-F. Sestier, 12 déc. 2017.
- **Participation au Comité de thèse de A. Gonzalez** (Universidad de Chile, Santiago du Chili) : *Étude comparée des droits chiliens et français applicables aux énergies marines – Contribution aux instruments juridiques de régulation des usages maritimes et de valorisation des espaces marins et littoraux* / dir. P. Moraga, G. Guéguen-Hallouët, 8 mars 2017.
- **Rapporteuse pour le jury de thèse de doctorat en droit public de Marine Briard** (Université Aix-Marseille) : *Recherche sur la détermination du droit de l'UE par le droit international : l'exemple de la soft law* / dir. V. Michel, mars 2017.

PAILLER (L.). – *Handle With Care. Assessing and designing methods for evaluation and development of the quality of justice.* – Rapport national / dir. H. Pauliat (OMIJ).

1.3. Directions éditoriales des membres de l'EDIEC

Louis d'AVOUT

- Co-responsable de la revue des ouvrages de la *RTD Civ.* (Dalloz, depuis 2011).
- Membre du Comité français de droit international privé et du Haut conseil allemand pour le droit international privé (*deutscher Rat für Internationales Privatrecht*).

Jean-Sylvestre BERGÉ

- Coordinateur de la chronique EDIEC trimestrielle « Comptes rendus d'ouvrages », *RTD Eur* (2011-2017).
- Membre du Comité de rédaction de la *Revue internationale de droit comparé* (Société de Législation Comparée).
- Membre de l'Advisory Board, *Spanish Yearbook of International Law*.
- Co-responsable de la chronique de droit européen des contrats (UE – CEDH), *Revue des contrats* (LGDJ ; depuis 2003).
- Responsable de la chronique annuelle « Interactions du droit international et européen », *Journal du droit international* (LexisNexis ; depuis 2009).
- Coordinateur de la Chronique EDIEC annuelle « Jurisprudence judiciaire française intéressant le droit de l'Union européenne », *RTD Eur.* (2012-2017).
- Directeur de collection aux éditions Dalloz.
- Membre du comité scientifique de la Mission de Recherche Droit et Justice (GIP Justice – Ministère de la justice et CNRS).
- Membre du comité de pilotage de l'IXXI (Institut rhônalpin des systèmes complexes).
- Membre du conseil scientifique de l'Association française d'économie du droit (AFED).
- Membre du comité scientifique de la collection « Confluences des droits » (UMR DICE 7318, CNRS).
- Membre du comité éditorial de la collection d'ouvrages « Études comparatives » de l'Università degli Studi Roma Tre / dir. Pr Raffaele Torino) depuis 2017.
- Membre du comité éditorial de la revue *Portuguese journal of Police Sciences* / dir. S.R. Costa Chagas Felgueiras (Instituto Superior de Ciencias Policiais et Segurança Interna, République du Portugal – Porto) depuis 2018).

Stéphane DOUMBÉ-BILLÉ

- Directeur de la collection « Cahiers du droit international » (Bruylant).
- Directeur du *Journal du CDI (JCDI)*, trois numéros par an.
- Membre du Conseil éditorial SOLON de l'Université de Douala (Camérout).

Frédérique FERRAND

- Coresponsable avec le Prof. G. Rouhette de la rubrique « Justices du Monde » de la revue *Justices* puis de la *Revue générale des procédures* (1994-2000).
- Membre du Conseil scientifique de la revue *Droit et Procédures* (depuis 2002).
- Coresponsable avec G. Mecarelli de la rubrique internationale de la revue *Droit et Procédure* (depuis 2002).
- Correspondante pour la France des revues allemandes :
 - *Zeitschrift für Europäisches Privatrecht (ZEuP)*, revue de droit privé européen (depuis 1992) ;
 - *Zeitschrift für Zivilprozess International (ZZP Int.)*, membre du conseil scientifique pour la France, revue de procédure civile internationale (depuis 1995) ;

. *Zeitschrift für Familienrecht (FamRZ)*, avce L. Francoz Terminal, revue de droit de la famille (depuis 1999).

- Correspondante pour la France de la revue anglaise de droit de la famille *Child and Family Law Quarterly* (depuis 2007).
- Membre du comité de rédaction de la *Revue internationale de droit processuel* (depuis 2011).
- Membre du conseil scientifique de la collection « Croisée des droits », Bruylant (dep. 2013).
- Membre du conseil scientifique de la *Montesquieu Law Review* (études de droit français en anglais) (depuis 2014).

Christine FERRARI-BREEUR

- Codirectrice scientifique de la revue *Juris Art etc.* (Dalloz).

Béatrice JALUZOT

- Membre du comité de lecture de la revue *Zeitschrift für Japanisches Recht/Journal of Japanese Law*

Michaël KARPENSCHIF

- Directeur de la collection « Centre d'Études Européennes de l'Université Jean Moulin Lyon 3 » (Bruylant).
- Codirecteur scientifique de l'hebdomadaire *La Semaine juridique*, éd. Administrations et collectivités territoriales, *JCP A* (LexisNexis).
- Membre du Comité de rédaction du mensuel *ACCP (Contrats publics. L'actualité de la commande et des contrats publics)*, Le Moniteur).

Malik LAZOUZI

- Co-titulaire de la Chronique « Contrats internationaux », *Revue des contrats* (LGDJ) depuis 2009.

Gaëlle MARTI

- Membre du comité de rédaction de la revue *Civitas Europa*.
- Directrice de la Chronique « Étrangers » de la revue *La Semaine juridique*, éd. Administrations et Collectivités territoriales.

Cyril NOURISSAT

- Codirecteur du *Jurisclasseur Europe Sources et Textes*.
- Membre du Comité de rédaction de la revue *Procédures* (éd. JurisClasseur) depuis 2003.
- Membre du Conseil scientifique de la *Revue Lamy Droit des affaires* depuis 2007.
- Membre du Conseil scientifique de la *Revue Lamy la concurrence*.
- Membre du Comité scientifique de la revue *Deffrénois* depuis 2008.
- Responsable de la chronique trimestrielle « Droit processuel de la concurrence », *Revue Lamy de Droit de la concurrence* depuis 2004.
- Responsable de la chronique trimestrielle « Droit international et européen des contrats d'affaires », *Revue Lamy Droit des affaires* depuis 2007.
- Titulaire de la chronique trimestrielle de Droit pénal européen, *Revue pénitentiaire et de droit pénal* depuis 2005.
- Co-titulaire de la chronique semestrielle de « Droit du commerce international » à la *Semaine juridique*, éd. Générale.

- Co-directeur de la chronique annuelle de « Droit international privé notarial » à la *Semaine juridique*, éd. Notariale (depuis 2010).

Blanche SOUSI

- Directrice de publication de *Banque-Notes*, la Lettre trimestrielle du [Centre européen de recherches en banque et finance](#).

Hélène SURREL

- Titulaire de la chronique trimestrielle « Conseil constitutionnel et jurisprudence de la Cour EDH », *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*.

Édouard TREPPOZ

- Co-titulaire de la chronique « Contrats internationaux », *Rev. des contrats* (LGDJ) depuis 2009.
- Titulaire de la chronique « Droit européen de la propriété intellectuelle », *RTD Eur.*, depuis 2010.
- Codirecteur scientifique de la revue *Juris Art etc.* (Dalloz).

1.4. Articles / Études / Contributions à des ouvrages collectifs

AVOUT (L. d').

- Vers l'itinérance inconditionnelle (ou nomadisme) des sociétés en Europe ? – *D.* 2017. 2512.
- Ubisoft : sursis à statuer pour cause de connexité internationale. – *Bull. Joly Bourse et produits financiers*, 2017, n° 6, p. 386-389.
- Déni de justice et groupes internationaux de sociétés (la quête délicate des équilibres). – *JCP S* 2017. 1374.
- Droit du commerce international août 2016-juill. 2017 (avec S. Bollée). – *D.* 2017. 2054.
- Le contrat artificiellement internationalisé devant la Cour de justice (un naufrage juridique). – *JCP G* 2017. 967.
- La loi applicable à la cession de créance ou de contrat après l'ordonnance du 10 février 2016. Premières analyses de droit des conflits de lois en perspective française. – *D.* 2017. 457.
- De l'autonomie, de la durée et des causes d'extinction des droits réels de jouissance spéciale (avec B. Mallet-Bricout). – *D.* 2017. 134.

BELOT (D.).

- La durée du droit d'auteur en héritage. – *Juris Art etc.* nov. 2017, p. 32.
- Évaluation du préjudice suite à la vente et l'offre de marchandises sous une marque contrefaite. Comm. de Cass. Crim. 19 avril 2017, n° 1-86140). – *Juris Art etc.* juill.-août 2017, p. 9.
- Cumul total ou de plein droit des protections. – *Juris Art etc.* juin 2017, p. 11.
- Marque « Laguiole » : nullité partielle de la marque européenne. – Comm. CJUE, 5 avril 2017, aff. C-598/14. – *Juris art etc.* juin 2017, p. 11.

BERGÉ (J.-S.).

- « Préface » (avec H. Labayle, J.I. Ugartemendia Eceizabarrena), p. 8-9 in : *Les crises de l'espace de liberté, sécurité, justice / Las crisis del espacio de libertad, seguridad y justicia* / dir. H. Labayle, J.I. Ugartemendia Eceizabarrena. – European inklings (EUi), Numéro 12, 2017 (San Sebastian: Instituto Vasco de Administración Pública). – 389 p.
- « L'espace de liberté, sécurité, justice : retour sur une année d'intersections juridiques », p. 41-47 in : *Les crises de l'espace de liberté, sécurité, justice / Las crisis del espacio de libertad, seguridad y justicia* / dir. H. Labayle, J.I. Ugartemendia Eceizabarrena. – European inklings (EUi), Numéro 12, 2017 (San Sebastian: Instituto Vasco de Administración Pública). – 389 p.
- « Le contrôle de conventionnalité », p. 35-39 in : *Précis de culture juridique* / dir. Th. Revet, F.-X. Lucas. Paris : Lextenso, 2017.
- La propriété intellectuelle en mouvement : paradoxe et perspective. – *Revista Semestrial de Direito Empresarial* (RSDE – UERJ), Issue 18 (2017).
- Quelle approche des phénomènes par le droit ? Le cas de la circulation totale au-delà du contrôle. – *D.* 2017, n° 44.
- « The Datasphere as a New Paradigm for Relationship between Territories in Law » (with S. Grumbach), *Direito e mundo digital* / M. Marinho, G. Ribeiro eds. – *Revista Brasileira de Políticas Públicas*, vol. 7 (3), dezembro 2017.
- « Lieux et formes d'application du droit étranger soumis à un contrôle de constitutionnalité et de conventionnalité », p. 17-35 in : *Le droit étranger à l'épreuve des contrôles de constitutionnalité et de conventionnalité* / dir. G. Cerqueira, N. Nord. – Paris : SLC, 2017.
- Climat au-delà du contrôle : gouverner l'ingouvernable maintenant ! Point de vue – nov. 2017 – *La Pensée écologique* 2007, vol. 1 (1). – <http://lapenseeecologique.com/climat-au-dela-du-contrôle-gouverner-lingouvernable-maintenant>

- « L'essentiel : Droit européen et international ». – E-fascicule – *Juris-Classeur Propriété littéraire et artistique* / dir. A. Lucas. – mise à jour : oct. 2017. – 16 p
- L'activation-désactivation du contrat comme vecteur de la circulation des services dans l'Union européenne. – *Rev. des contrats*, n° 2017/4.
- Le droit européen des contrats est comme le diable : il se cache dans les détails ! – *Rev. des contrats*, n° 2017/4.
- Focus sur la création de la nouvelle collection « Séquences ». Une interview sur le site d'actualité des Éditions Dalloz dédié aux étudiants en droit (www.dalloz-etudiant.fr/actualites.html), oct. 2017.
- Entretien sur « la collection « Séquences », une nouvelle pédagogie. – *D.* 2017. 2296.
Au-delà du contrôle : une autre façon d'aborder les changements climatiques. – *The Conversation*, 17 nov. 2017 – Beyond our control: an alternative approach to climate change – *The Conversation*, 11 December 2017.
- Le juge national compétent pour la cessation des atteintes aux droits de la personnalité des personnes morales sur Internet ou les voies de passage de l'ancien monde au nouveau monde (comm. CJUE, Gde Ch., 17 oct. 2017, aff. C-194/16). – *Légipresse* 2017, n° 355 – paru également dans une version « billet » in : Le juge national compétent en cas d'atteinte aux droits de la personnalité sur Internet selon la CJUE : les voies de passage de l'ancien monde au nouveau monde – GDR CNRS ELSJ, 2017. – <http://www.gdr-elsj.eu>.
- « Droit international privé et système juridique de l'Union européenne », p. 3-61 in : *Droit international privé et droit de l'Union européenne* / J.-S. Bergé, D. Porcheron, G. Vieira da Costa Cerqueira. – *Répertoire de droit international*. – Paris : Dalloz, juin 2017.
- « Protection et circulation des personnes : le grand chambardement (à propos de 4 ouvrages récents) ! » – publié sur www.gdr-elsj.eu . – août 2017.
- Les interactions du droit international et européen. Variations autour du for de nécessité et de la propriété intellectuelle globalisée (avec S. Touzé). – *JDI* 2017/3, p. 927-943.
- Total circulation: using legal resources to understand and control new flows (2/2) – <https://theconversation.com/total-circulation-using-legal-resources-to-understand-and-control-newflows-79463>, 20 juin 2017.
- Total circulation: phenomena that escape the control of humanity (1/2) – <https://theconversation.com/total-circulation-phenomena-that-escape-the-control-of-humanity-79458?sa=pg2&sq=total+circulation&sr=1>, 19 juin 2017.
- Le droit européen en situations internationales de droit privé et administratif : lectures choisies – publié sur www.gdr-elsj.eu – juin 2017.
- « L'altérité des constructions (juridiques) : angle-mort de la recherche (juridique) », p. 69-83 in : *Mélanges en l'honneur du Professeur François Collart-Dutilleul*. – Paris : Dalloz, 2017.
- « L'échange des données dans l'ELSJ : l'hypothèse de la circulation totale au-delà du contrôle », p. 125-140 in : *L'échange des données dans l'espace de liberté, de sécurité et de justice de l'UE* / dir. C. Chevallier-Govers. – Paris : Mare & Martin, 2017.
- Droit international privé et droit de l'Union européenne. Verbo du Répertoire Droit international & Droit européen (avec D. Porcheron, G. Cerqueira). – Paris : Dalloz, 2017. – 75 p.
- Droit primaire de l'UE et droit privé en situation horizontale contractuelle. – *Rev. Des contrats*, n° 2017/2.
- « Le contrôle de conventionnalité », in : *Précis de culture juridique* / dir. Th. Revet, F.-X. Lucas. – Paris : Lextenso, 2017.
- « Droit international et communautaire – Sources ». – *Juris-Classeur Propriété littéraire et artistique* / dir. A. Lucas. – Fasc. 1920. – refonte juin 2017.

- « L'essentiel : Droit européen et international ». – *Juris-Classeur Propriété littéraire et artistique* / dir. A. Lucas. – E-fascicule. – mis à jour oct. 2017.
- « Ce que rendre compte d'une année (2016) de jurisprudence judiciaire française intéressant le droit l'Union européenne veut dire », p. 336-1-336-2 in : Chr. EDIEC *Jurisprudence judiciaire française intéressant le droit de l'Union européenne* / dir. **J.-S. Bergé**. – *RTD Eur.* 2017/2.
- L'Espace de liberté, sécurité, justice est l'avenir de l'Union européenne ! – publié sur www.gdrejsj.eu. – avr. 2017.
- Gouverner la circulation totale au-delà du contrôle (5/5). – <https://theconversation.com/gouverner-la-circulation-totale-au-dela-du-controle-75501> – 28 avr. 2017.
- Circulation totale : des mouvements de capitaux débridés (4/5). – <https://theconversation.com/circulation-totale-des-mouvements-de-capitaux-debrides-75485> – 27 avr. 2017.
- Circulation totale : des données au-delà de tout contrôle ? (3/5). – <https://theconversation.com/circulation-totale-des-donnees-au-dela-de-tout-controle-75433> – 26 avr. 2017.
- Circulation totale : des déchets au-delà du contrôle (2/5). – <https://theconversation.com/circulation-totale-des-dechets-au-dela-du-controle-75427> – 25 avr. 2017.
- Circulation totale : ces phénomènes qui échappent au contrôle de l'homme (1/5). – <https://theconversation.com/circulation-totale-ces-phenomenes-qui-echappent-au-controle-delhomme-75359> – 24 avr. 2017.
- 60 ans après le Traité de Rome, le droit européen n'a pas changé (à condition que l'on s'en tienne à sa « vraie » nature). – publié sur <https://blogdroiteuropeen.com>, mars 2017.
- « Horizontal Effect of Primary European Law (including in the Area of Freedom, Security and Justice) ». – published on www.gdr-elsj.eu – March 2017.
- « Direct and indirect horizontal effects of fundamental freedoms » (in collaboration with **B. de Clavière**), p. 169-220 in : *Cases, Materials and Text on European Law and Private Law* / A. Hartkamp, C. Sieburgh, W. Devroe (eds). – Oxford : Hart Publishing, 2017. – 528 p.
- « Fragmentation : la diversité dans l'unité et inversement », p. 253-257 in : *Dictionnaire des idées reçues du droit international en hommage à Alain Pellet*. – Paris : Pedone, mars 2017.
- La Cour de cassation, le contrôle de proportionnalité ou la contextualisation multisites du droit européen. – publié sur <http://www.gdr-elsj.eu/2017/02/01/droits-fondamentaux/la-cour-de-cassation-le-controle-de-proportionnalite-ou-la-contextualisation-multisites-du-droit-europeen/>, févr. 2017.
- Le droit européen en situation complexe : le cas du DIP en école / European law in complex situation: the PIL case study. – publié sur www.gdr-elsj.eu, févr. 2017.
- Cross-Border Movement and the Law: for an Epistemological Approach. – *Ritsumeikan Law Review* (Kyoto), 34 (2017) 1-22.
- The Gap between Legal Disciplines, Blind Spot of the Research in Law: Remarks on the Operation of Private International Law in the EU Context (Febr. 8, 2017). Available at SSRN: <https://ssrn.com/abstract=2913418>.
- Perspectives de droit privé européen : au-delà des figures de droit national. – *Rev. des contrats*, n° 2017/1.
- La non-invocabilité du droit européen en situation contractuelle. – *Rev. des contrats*, n° 2017/1.
- Historiographie des rapports entre Droit de l'UE et Droit international privé. – publié sur <http://www.gdr-elsj.eu/2016/12/31/cooperation-judiciaire-civile/historiographie-des-rapports-entre-droit-de-lue-et-droit-international-prive/>, janv. 2017.

- Qu'est-ce qu'un étranger ? Entre régionalisation et globalisation. – publié sur <http://www.gdr-elsj.eu/2017/01/27/immigration/quest-quun-etranger-entre-regionalisation-globalisation>, janv. 2017.

BOUCHE (N.)

- Procédure en annulation de PCOV pour défaut de nouveauté. – *Propr. ind.* 2017. Comm. 64.
- La poire qui (re)venait du froid. – *Propr. ind.* 2017. Comm. 58.
- Obtentions végétales. Légalité du caractère additionnel rétroactif. – *Propr. ind.* 2017. Comm. 51.
- Pot-pourri de marguerites, le retour. – *Propr. ind.* 2017. Comm. 46.
- Un an de droit international privé de la propriété industrielle. – *Propr. ind.* 2017. Chr. 4.
- Très relative stabilité. – *Propr. ind.* 2017. Comm. 21.
- Pour le libre choix des armes. – *Propr. ind.* 2017. Comm. 7.
- Un an de procédure en droit de la propriété intellectuelle (Chr. oct. 2015 – sept. 2016), avec **O. Hubert**. – *Procédures* 2017. Comm. 1.

CARPANO (É.)

- « La stérilisation forcée en droit international des droits de l'homme », in : *La sexualité en droit international des droits de l'homme* / dir. J. Cazala et B. Taxil. - Paris : Pedone, 2017. – 374 p.
- « Réflexions sur l'idée d'une jurisprudence globale des droits fondamentaux », p. 499-514 in : *Mélanges en l'honneur de Dominique Turpin*. – Paris : LGDJ, 2017.
- La transposition des directives par les régions : perspectives de droit comparé. – *Rev. de l'Union européenne* 2017. 543.
- « Préface », in : A. Fall. – *Le traitement juridictionnel du crime de génocide et des crimes contre l'humanité au Rwanda*. – Paris : L'Harmattan, 2017. – 622 p.

CLAVIÈRE (B. de).

- « Direct and indirect horizontal effects of fundamental freedoms » (in collaboration with **J.-S. Bergé**), p. 169-220 in : *Cases, Materials and Text on European Law and Private Law* / A. Hartkamp, C. Sieburgh, W. Devroe (eds). – Oxford : Hart Publishing, 2017. – 528 p.
- « De l'incertitude dans la caractérisation d'une situation intra-européenne comme condition d'invocation des libertés de circulation » (Civ. 1^{re}, 16 févr. 2016, n^{os} 14-26.342 et 14-29.686), p. 336-5-336-7 in : Chr. EDIEC Jurisprudence judiciaire française intéressant le droit de l'Union européenne / dir. **J.-S. Bergé**. – *RTD Eur.* 2017/2.
- « De l'appréciation de l'effet direct des directives par la chambre sociale » (Soc. 22 juin 2016, *SAS Transdev Reims c/ MB*, n^o 15-20.111), p. 336-7-336-9 in : Chr. EDIEC Jurisprudence judiciaire française intéressant le droit de l'Union européenne / dir. **J.-S. Bergé**. – *RTD Eur.* 2017/2.
- « Le contrôle parfaitement maîtrisé des discriminations à raison de l'âge » (Soc. 9 mars 2016, n^o 14-25.840, *MA c/ SA EDF e.a.*), p. 336-9-336-10 in : Chr. EDIEC Jurisprudence judiciaire française intéressant le droit de l'Union européenne / dir. **J.-S. Bergé**. – *RTD Eur.* 2017/2.
- La CVIM devant le juge du fond français : quelques observations à partir de la pratique (avec **C. Nourissat**). – *RLDA* 2017/129, p. 23-24.
- Du champ d'application spatial de la directive sur les agents commerciaux. – *RLDA* 2017/126, n^o 6206, p. 23-29.

DEVERS (A.)

- Juge compétent pour connaître d'une action en partage sur un immeuble indivis. – *Dr. Fam.* 2017. Comm. 173.
- Le divorce sans juge en droit international privé (*et al.*). – *Dr. Fam.* 2017. Dossier 5 (n° 1, p. 10-24).

DOUMBÉ-BILLÉ (St.). – Le mécanisme de saisine de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples est-il approprié à sa fonction ? », p. 587-604 in : *Mélanges en l'honneur du Professeur Emmanuel Decaux.* – Paris : Pedone, 2017. – 1379 p.

FERRAND (F.).

- « Der europäische Gerichtsverbund – Die französische Perspektive », p. 35-79 in : *Der europäische Gerichtsverbund. Die internationale Dimension des europäischen Zivilverfahrensrechts* / dir. B. Hess. – Bielefeld: Gieseking, 2017. – 236 p.
- « The French Court of Cassation: On the Threshold of a Quiet Revolution? », p. 175-206 in : *Supreme Courts in Transition in China and the West. Adjudication at the Service of Public Goals* / C.H. van Rhee, Y. Fu (eds). – La Haye : Springer, 2017. – 245 p.
- Le décret du 24 mars 2017 portant diverses dispositions relatives à la Cour de cassation. – *JCP G* 2017. n° 400.
- Des circuits différenciés au filtrage des pourvois – La tentation radicale de la Cour de cassation. – *D.* 2017. 1770.
- *Beträchtliche Neuigkeiten im französischen Familienrecht 2016/2017* (avec **L. Francoz Terminal**). – *FamRZ* 2017, n° 18, p. 1456-1459.

FERRARI-BREEUR (Ch.).

- Politique et culture : repli contre ouverture. – *Juris Art etc.* juin 2017, n° 47, p. 3.
- Le marché de l'art en exposition. – *Juris Art Etc.* févr. 2017, n° 43, p. 3.
- Brexit : Tout est fini, rien n'a commencé. – *Juris Art Etc.* janv. 2017, n° 42, p. 19-20.

FRANÇOISE (M.). – « La crise de croissance de la coopération judiciaire en matière civile », p. 210-234 in : *Les crises de l'espace de liberté, sécurité, justice / Las crisis del espacio de libertad, seguridad y justicia* / dir. H. Labayle, J.I. Ugartemendia Eceizabarrena. – Actes des ateliers doctoraux européens du GDR RUEDELSJ. – *European inklings (EUi)*, Numéro 12, 2017 (San Sebastian: Instituto Vasco de Administración Pública). – 389 p.

FRANCOZ TERMINAL (L.).

- "Registered Partnerships as an alternative to Marriage: France", p. 153-184 in: *The future of registered Partnerships* / J.M. Scherpe, A. Hayward (eds). – Anvers: Intersentia, 2017 (European Family Law Series; vol. 44.)
- *Beträchtliche Neuigkeiten im französischen Familienrecht 2016/2017* (avec **F. Ferrand**). – *FamRZ* 2017, n° 18, p. 1456-1459.

HUBERT (O.). – Un an de procédure en droit de la propriété intellectuelle (Chr. oct. 2015 – sept. 2016), avec **N. Bouche**. – *Procédures* 2017. Comm. 1.

KARPENSCHIF (M.).

- Quelles sanctions en cas de pratiques anticoncurrentielles des soumissionnaires aux contrats de la commande publique ? (avec L. Midol-Monnet). – *ACCP*, déc. 2017, p. 54-61.
- *Private enforcement* et droit des aides d'État. – *JCP A* 2017. Étude 2285.

- Chronique de droit des aides d'État (décisions du 1^{er} janv. au 30 avr. 2017) (avec J.-L. Sauron). – *JCP A* 2017. Étude 2227.
- Note sous CJUE, 10 nov. 2016, *DTS Distribuidora de Televisión Digital c/ Comm.*, aff. C-449/14 (avec J.-L. Sauron). – *JCP A* 2017. (2 mai 2017), p. 21-22.
- Note sous Trib. UE, 15 sept. 2016, *Pietro Ferracci c/ Comm.*, aff. T-219/13 (avec J.-L. Sauron). – *JCP A* 2017. (2 mai 2017), p. 21.
- Note sous CJUE, 26 oct. 2016, *Dimosia Epicheirisi Ilektrismou (DEI)*, aff. C-590/14 ; CJUE, 15 sept. 2016, *PGE Gornictwo i Energetika Konwencjonalna*, aff. C-574/14 (avec J.-L. Sauron). – *JCP A* 2017. (2 mai 2017), p. 19-21.
- Note sous CJUE, 15 sept. 2016, *PGE Gornictwo i Energetika Konwencjonalna*, aff. C-574/14 (avec J.-L. Sauron). – *JCP A* 2017. (2 mai 2017), p. 19.
- Note sous CJUE, 30 nov. 2016, *Comm. c/ France et Orange*, aff. C-486/15 (avec J.-L. Sauron). – *JCP A* 2017. (2 mai 2017), p. 18-19.
- Note sous Trib. UE, 15 sept. 2016, *FIH Holding A/S et FIH Erhvervsbank A/S c/ Comm.*, aff. T-386/14 (avec J.-L. Sauron). – *JCP A* 2017. (2 mai 2017), p. 18.
- Note sous CJUE, 26 oct. 2016, *P, Orange c/ Comm.*, aff. C-211/15 (avec J.-L. Sauron). – *JCP A* 2017. (2 mai 2017), p. 17-18.
- Note sous Trib. UE, 14 sept. 2016, *Trajektna luka Split c/ Comm.*, aff. T-57/15 (avec J.-L. Sauron). – *JCP A* 2017. (2 mai 2017), p. 17.
- Note sous CJUE, 21 déc. 2016, *Comm. c/ World Wide Duty Free Group e.a.*, aff. jtes C-20/15 P et C-21/15 P (avec J.-L. Sauron). – *JCP A* 2017. (2 mai 2017), p. 16-17.
- Note sous CJUE, 21 déc. 2016, *Comm. c/ Hansestadt Lübeck*, aff. C-524/14 P (avec J.-L. Sauron). – *JCP A* 2017. (2 mai 2017), p. 15-16.
- Note sous Trib. UE, 15 sept. 2016, *Scuola Elementare Maria Montessorii*, aff. T-220/13 ; Trib. UE, 15 sept. 2016, *Pietro Ferracci*, aff. T-219/13 (avec J.-L. Sauron). – *JCP A* 2017. (2 mai 2017), p. 14-15.
- Après le « contrôle analogue », « l'essentiel de l'activité ». – *JCP A* 2017. 2015 (16 janv. 2017, n° 3, p. 21-23).

LAAZOUZI (M.).

- L'extension du for européen aux personnes morales victimes d'atteintes aux droits de la personnalité sur Internet. – *JCP G* 2017. 1293.
- Arrêts *Fosmax* : un guide incomplet du contrôle par les juridictions administratives des sentences internationales. Note sous TC, 11 avr. 2016, *Fosmax c/ STS*, req. C4043 et CE, Ass., 9 nov. 2016, req. 38806 (avec S. Lemaire). – *Les Cahiers de l'Arbitrage* (The Paris Journal of International Arbitration), avr. 2017, n° 4, p. 977-1000.

LAHOUZI (M.). – Arbitrage international et marchés publics : entre innovation et méfiance de la cour administrative d'appel de Bordeaux. – *JCP A* 2017. 2066.

LEKKOU (E.). – The national identity in the service of national identities. – *Freedom, Security & Justice: European Legal Studies*, 2017, n. 3. – accessible sur <http://www.fsjeurostudies.eu/2017,-n.-3.html>.

LETOURNEUX (L.). – La répartition de responsabilité entre l'Union européenne et ses États membres en cas de pêche illicite, non déclarée ou non réglementée, à la lumière de l'affaire n°21 du TIDM. – *Annuaire du droit de la mer*, t. 21. – Paris : Pedone, 2017.

MARTI (G.).

- Les Nations sans États. Un droit à l'État ? Avant-propos (avec Th. Fleury Graff, J.-D. Mouton, St. Pierré-Caps). – [Civitas Europa, 2017/1 \(n° 38\)](#), p. 5-7.
- Ce que l'Union européenne fait à l'État. Recherches sur l'incidence de l'appartenance à l'Union européenne sur les États-nations. – [Civitas Europa, 2017/1 \(n° 38\)](#), p. 317-335.
- Les valeurs communes de l'Union européenne et la question du pouvoir constituant. – *RUE* n° 613/2017, p. 611-615.
- Protection des données personnelles du demandeur d'asile. – *JCP A* 2017. 2303.
- Opérance du moyen tiré de la violation de l'article 8 de la Convention EDH. – *JCP A* 2017. 2302.
- Extension de l'exception de rupture de la vie commune pour cause de violences conjugales au ressortissant tunisien. – *JCP A* 2017. 2301.
- Délivrance de plein droit d'une autorisation de travail au mineur isolé souhaitant entreprendre une formation professionnelle. – *JCP A* 2017. 2300.
- Incidence du changement de demande en cours de procédure d'extradition. – *JCP A* 2017. 2299.
- Décision administrative unique mais régime contentieux distinct. – *JCP A* 2017. 2298.
- Ouverture de l'admission exceptionnelle aux ressortissants du Cap-Vert. – *JCP A* 2017. 2297.
- Nouvelle extension de la compétence du juge de l'asile. – *JCP A* 2017. 2296.
- Exclusion de la qualité de réfugié pour suspicion de crime grave : contrôle de la qualification juridique des faits. – *JCP A* 2017. 2295.
- Invocation subsidiaire de l'admission exceptionnelle au séjour. – *JCP A* 2017. 2294.
- Expulsion possible des déboutés de l'asile pendant la trêve hivernale : une réponse – insatisfaisante – à la surcharge des centres d'accueil des demandeurs d'asile. – *JCP A* 2017. 2293.
- « Le droit de retrait », in : *Encyclopédie de la gouvernance européenne* / dir. V. Charléty e.a. – Bruxelles : Bruylant, 2017.
- Multilinguisme et identité constitutionnelle. – *RAE-LEA* n° 3/2016, p. 419-428.
- Le Brexit : déclin ou renouveau du projet européen ? – *RAE-LEA*, n° 4/2016, p. 263-271.

MOILLE (C.) – « Le défaut d'exequatur d'une décision de liquidation prononcée à l'étranger et la conservation du droit d'agir du débiteur en France » (Com. 28 juin 2016, n° 14-10.415), p. 336-34-336-35 in : Chr. EDIEC Jurisprudence judiciaire française intéressant le droit de l'Union européenne / dir. **J.-S. Bergé**. – *RTD Eur.* 2017/2.

NOURISSAT (C.).

- « Jeu de l'exception d'ordre public en matière d'exécution transfrontière dans l'espace intra-européen : inversion ou perversion du contentieux après l'arrêt *Meroni* ? », p. 71-76 in : *Les crises de l'espace de liberté, sécurité, justice / Las crisis del espacio de libertad, seguridad y justicia* / dir. H. Labayle, J.I. Ugartemendia Eceizabarrena. – Actes des ateliers doctoraux européens du GDR RUEDELSJ. – *European inklings (EUi)*, Numéro 12, 2017 (San Sebastian: Instituto Vasco de Administración Pública). – 389 p.
- Nouvel arrêt en matière de délit commis par Internet. – *Procédures* 2017. Comm. 306.
- Titularité d'une marque Benelux. – *Procédures* 2017. Comm. 304.
- La réserve héréditaire à l'épreuve de l'exception d'ordre public international (avec M. Revillard). – *JCP G* 2017. 1236.
- Compétence internationale d'un tribunal des dessins ou modèles communautaires saisi d'une action en contrefaçon. – *Procédures* 2017. Comm. 266.

- Précision sur la notion de « lieu où le travailleur accomplit habituellement son travail ». – *Procédures* 2017. Comm. 265.
- Droit notarial de l'Union européenne. – *Defr.* 2017. 35-40.
- Chr. Droit du commerce international (avec G. Bourdeaux, M. Menjucq). – *JCP E* 2017. 1546.
- Règlement des litiges du commerce international. – *JCP E* 2017. 1236.
- Action de l'employeur subrogé dans les droits de la victime contre l'assureur. – *Procédures* 2017. Comm. 238.
- Concurrence et contrefaçon dans le cadre de la coopération judiciaire civile européenne. – *Procédures* 2017. Comm. 237.
- Inopposabilité d'une clause attributive en cas d'action en responsabilité civile délictuelle. – *Procédures* 2017. Comm. 236.
- Inopposabilité d'une clause attributive de juridiction en cas d'action directe de la victime. – *Procédures* 2017. Comm. 235.
- Justice prédictive et profession d'avocat : entre fantôme(s) et réalité(s). – *JCP G* 2017. 878.
- Litispendance. Demande d'une mesure d'instruction et saisine de la juridiction en cas de litispendance. – *Procédures* 2017. Comm. 195.
- Insolvabilité. Révocation d'un paiement intervenu avant l'ouverture de la faillite. – *Procédures* 2017. Comm. 194.
- Contentieux familial. Liquidation d'un régime matrimonial. – *Procédures* 2017. Comm. 193.
- Contentieux familial. De la résidence habituelle d'un nourrisson... – *Procédures* 2017. Comm. 192.
- Contentieux en matière contractuelle. Action récursoire entre codébiteurs d'un contrat de crédit. – *Procédures* 2017. Comm. 191.
- Avocats. Le RPVA pour tous ? Une autre question de proportionnalité... – *Procédures* 2017. Repère 7.
- Chr. Commerce international – Droit du commerce international (avec G. Bourdeaux, M. Menjucq). – *JCP E* 2017. 1198.
- Le notaire n'est pas une juridiction au sens des règlements européens de coopération judiciaire civile. – *JCP N* 2017. 1184.
- « Un modèle pour l'Europe ». – *JCP N* 2017. 1126.
- Le divorce conventionnel à l'épreuve de l'ordre juridique de l'Union. – *JCP N* 2017. Act. 548.
- La directive sur les agents commerciaux ne saurait bénéficier à un agent exerçant hors de l'Union européenne même si la loi applicable au contrat est celle d'un État membre. – *AI Contrat* 2017. 186-188.
- La CVIM devant le juge du fond français : quelques observations à partir de la pratique (avec **B. de Clavière**). – *RLDA* 2017/129, p. 23-24.
- Les règlements européens en matière patrimoniale. Propos conclusifs. – *Dr. Fam.* 2017. Dossier 36.
- Quand la Cour de justice reconnaît les activités réservées des notaires... – *Defr.* 2017. 647-651.
- Chr. 2016 de droit notarial de l'UE. – *Defr.* 2017. 317-324.
- Absence de nullité de la signification non traduite. – *Procédures* 2017. Comm. 91.
- Le notaire n'est pas une juridiction. – *Procédures* 2017. Comm. 90.
- Quand le règlement « obligations alimentaires » oblige à la mise à l'écart des règles de procédure nationale. – *Procédures* 2017. Comm. 66.
- Encore et toujours la résidence habituelle de l'enfant... – *Procédures* 2017. Comm. 65.
- Renvoi à une juridiction mieux placée en matière de responsabilité parentale. – *Procédures* 2017. Comm. 40.
- Domaine de la *lex concursus*. – *Procédures* 2017. Comm. 39.

- Droit réel et procédure d'insolvabilité : utiles précisions. – *Procédures* 2017. Comm. 37.
- Annulation d'un acte de donation et compétence de la juridiction du lieu de situation de l'immeuble. – *Procédures* 2017. Comm. 36.
- Secret bancaire. – Contrôle fiscal. – Disparité des législations. – Entrave. – *JDI* 2017. 671-672.
- Fiscalité indirecte. – Taxe d'immatriculation. – *JDI* 2017. 670.
- Tarif. – Avoués. – Libre prestation des services. Pratiques anticoncurrentielles. – *JDI* 2017. 668-669.
- Politique sociale. – Licenciements collectifs. – Autorisation préalable. – Liberté d'établissement. – Liberté d'entreprendre. – *JDI* 2017. 665-668.
- Directive « services ». – Article 13. – Article 14. – Article 15. – Article 16. – Redevance. – Restrictions. – Monopole. – *JDI* 2017. 663-665.
- Situation purement interne. – Libertés fondamentales. – Renvoi préjudiciel. – Irrecevabilité manifeste. – *JDI* 2017. 661-663.
- Le cautionnement international devant le juge étatique – Aspects relatifs à la loi applicable. – *RLDA* 2017/122, p. 19 (janv. 2017).

PAILLER (L.). – Commentaire de CJUE, 9 mars 2017, *Pula Parking*, aff. C-551/15 et *Zulfikarpašić*, aff. C-484/15. – *Rev. crit. DIP* 2017/3, p. 472.

PASCALE (B.).

- « La protection des données à caractère personnel : une crise protéiforme de l'ELSJ à l'intersection du Marché intérieur » (*et al.*), p. 299-316 in : *Les crises de l'espace de liberté, sécurité, justice / Las crisis del espacio de libertad, seguridad y justicia* / dir. H. Labayle, J.I. Ugartemendia Eceizabarrena. – Actes des ateliers doctoraux européens du GDR RUEDELSJ. – *European inklings (EUJ)*, Numéro 12, 2017 (San Sebastian: Instituto Vasco de Administración Pública). – 389 p.
- « L'identification des crises de l'ELSJ » (*et al.*), p. 351-362 in : *Les crises de l'espace de liberté, sécurité, justice / Las crisis del espacio de libertad, seguridad y justicia* / dir. H. Labayle, J.I. Ugartemendia Eceizabarrena. – Actes des ateliers doctoraux européens du GDR RUEDELSJ. – *European inklings (EUJ)*, Numéro 12, 2017 (San Sebastian: Instituto Vasco de Administración Pública). – 389 p.
- « Le droit international privé européen déjà prêt pour le Brexit » (Civ. 1^{re}, 25 mai 2016, n° 15-21.407), p. 336-29-336-30 in : *Chr. EDIEC Jurisprudence judiciaire française intéressant le droit de l'Union européenne* / dir. **J.-S. Bergé**. – *RTD Eur.* 2017/2.

REYDELLET (C.).

- Le cautionnement international devant le juge étatique. Contours du sujet. – *RLDA* 2017/122, n° 6110 (janv. 2017, p. 20-22).
- Le cautionnement international devant le juge étatique. La détermination de la loi applicable. – *RLDA* 2017/122, n° 6111 (janv. 2017, p. 23-26).
- Le cautionnement international devant le juge étatique. Le domaine de la loi applicable. – *RLDA* 2017/122, n° 6112 (janv. 2017, p. 27-29).

ROBERT (L.).

- « Le Conseil de sécurité et le trafic illicite de migrants. Le rôle de l'Union européenne », in : *Le Conseil de sécurité et la mer* / dir. K. Neri. – à paraître.
- « L'action internationale de l'Union européenne en matière de lutte contre les polluants atmosphériques », in : *La dimension environnementale de l'action extérieure de l'Union européenne* / dir. J. Auvret-Finck. – à paraître.

- Brexit et accords mixtes. – *L'Observatoire du Brexit*, oct. 2017, [<https://brexit.hypotheses.org/1000>].
- Clause Molière, Acte II. Le coup de théâtre du TA de Nantes. Note ss TA Nantes, 7 juill. 2017, *Préfète de la Région Pays de la Loire*. – *JCP A* 2017. 2218.
- Molière, les marchés publics et le travailleur détaché. – *JCP A* 2017, n° 6, p. 14-18.

SERMET (L.).

- Les droits politiques des minorités et les libertés locales. – Colloque « Les libertés fondamentales dans les contentieux des collectivités territoriales ». – *Bull. jur. des coll. locales*, n° 6/17, juin 2017, p. 423-427.
- « Légistique et développement à la lumière des résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies », p. 84-103 in : *Légistique en francophonie*. – Toulouse : Presses de l'Univ. de Toulouse 1 Capitole, 2017.
- « De la Commission de l'océan Indien à la Commission de l'indianocéanie : quelle intégration régionale ? », p. 443-454 in : *Dire l'océan Indien / dir. Y. Combeau, T. Gaillat, Y. Rolland*. – t. II. – Saint-André : Epica ; Université de la Réunion, 2017.
- « Le maloya : de la rébellion à la résilience et à la reconnaissance », p. 261-269 in : *Entre normes et sensibilité. Droit et musique. Hommage à Norbert Rouland*. – PUAM, 2017.

SOLDATOS (P.).

- Vision d'Europe : communauté de valeurs ou «grand marché» en dérive libre-échangiste ? publié sur <http://www.fenetreeurope.com>, 20 nov. 2017.
- Pour la refondation de l'Europe : puiser dans la mémoire et les fondamentaux de l'idée européenne d'après-guerre. – publié sur <http://www.fenetreeurope.com>, 22 sept. 2017.
- Se fédérer ou périr : oser le saut qualitatif pour une autre Europe. – publié sur <http://www.fenetreeurope.com>, 6 juin 2017.
- Les 60 ans des traités de Rome : au-delà des panégyriques de procrastination, vers l'heure de vérité pour la transmutation de l'UE. – publié sur <http://www.fenetreeurope.com>, 9 mars 2017.
- Quel regard sur l'Union européenne à l'aube de cette nouvelle année ? Réflexions sous ciel couvert. – publié sur <http://www.fenetreeurope.com>, 25 janv. 2017.

SOUSI (B.).

- « Les succursales européennes de banques britanniques face au Brexit », pp. 525s. in *Liber Amicorum Martine Delierneux*. – Bruxelles : Larcier, 2017.
- « Être ou ne pas être un établissement de pays tiers ». – *Mélanges en l'honneur de Jean-Jacques Daigre*, – Paris : Joly, 2017.
- La création du Parquet européen. Bel exemple d'une Europe à plusieurs vitesses. – [Banque-Notes Express](#), 16 nov. 2017.
- Protection des données personnelles : savez-vous que le Règlement européen du 27 avril 2016 nous concerne tous (ou quasiment) ? – [Banque-Notes Express](#), 15 sept. 2017.
- Parution : L'Europe bancaire, monétaire et financière par les plus grandes plumes européennes. – [Banque-Notes Express](#), 9 juillet 2017.
- Définitions et explications : bonus, directive, règlement, majorité qualifiée, présidence de l'UE (présidence tournante). – [Banque-Notes Express](#), 1^{er} juillet 2017.
- La directive dite « services » et la création d'un ordre professionnel. Bref point de vue. – *L'Objet d'Art*, juin 2017, p. 29.
- L'Union européenne, toute en symboles. – [Banque-Notes Express](#), 29 mai 2017.
- L'Union européenne : l'heure du lifting. – [Banque-Notes Express](#), 24 mars 2017.

- Brexit, CETA. Suite des épisodes précédents. – [Banque-Notes Express](#), 31 janv. 2017.

SURREL (H.).

- La marge nationale d'appréciation en matière pénale, limite à l'égalité des sexes. Comm. Cour EDH, 3 oct. 2017, *Alexandru Enache c/ Roumanie*, req. n° 16986/12. – *JCP G* 2017. Act. 1097.
- Réserver un partenariat civil aux couples homosexuels n'est pas discriminatoire. Comm. Cour EDH, 26 oct. 2017, *Ratzenböck et Seydl c/ Autriche*, req. n° 28475/12. – *JCP G* 2017. Act. 1230.
- Sommation d'un journaliste pour témoigner lors du procès de l'une de ses sources. Comm. Cour EDH, 5 oct. 2017, *Becker c/ Norvège*, req. n° 21272/12. – *JCP G* 2017. Act. 1164.
- Impossibilité de prouver la bonne foi en matière de diffamation pour un motif procédural : une condamnation forcément prévisible. Comm. Cour EDH, 7 sept. 2017, *Lacroix c/ France*, req. n° 41519/12. – *JCP G* 2017. 1170.
- Chr. Conseil constitutionnel et jurisprudence de la Cour EDH. – *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 57, oct. 2017, p. 237-246.
- « Droits de l'homme ». – *Rép. Dr. international*. – Paris : Dalloz, mise à jour, juill. 2017. – 26 p.
- « La Cour européenne des droits de l'homme en chemin vers la recherche de l'égalité substantielle ? », p. 815-825 in : Chr. Jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (2016) / dir. F. Sudre. – *RDP* 2017, n° 3.
- La consécration bienvenue du droit d'accès des « chiens de garde » aux informations d'intérêt public détenues par les autorités. Obs. ss Cour EDH, Gde Ch., 8 nov. 2016, *Magyar Helsinki Bizottság c/ Hongrie*. – *RTDH* 2017. 623-637 (n° 111, 1^{er} juillet).
- Application inédite de l'article 17 de la Convention EDH au discours haineux visant les non musulmans. Note ss Cour EDH, déc., 27 juin 2017, *Belkacem c/ Belgique*. – *JCP G* 2017. Act. 905.
- Application inédite de l'article 17 de la Convention EDH au discours haineux visant les non musulmans. Note ss Cour EDH, déc., 27 juin 2017, *Belkacem c/ Belgique*. – *JCP A* 2017. Act. 391.
- Encadrement de l'utilisation de données à caractère personnel par la presse. Note ss Cour EDH, Gde Ch., 27 juin 2017, *Satakunnan Markkinapörssi Oy et Satamedia Oy c/ Finlande*. – *JCP G* 2017. Act. 832.
- Interdiction de la promotion de l'homosexualité. Note ss Cour EDH 20 juin 2017, *Bayev e.a. c/ Russie*. – *JCP G* 2017. Act. 774.
- Note sous Cour EDH, Gde Ch., 24 janv. 2017, *Khamtokhu et Aksenchik c/ Russie*. – *JCP G* 2017. Act. 177.
- Chr. Conseil constitutionnel et jurisprudence de la Cour EDH. – *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 55-56, juin 2017, p. 265-276.
- Chr. Conseil constitutionnel et jurisprudence de la Cour EDH. – *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel* 2017, n° 54, p. 175-185.
- Traite des êtres humains et travail forcé. Note ss Cour EDH, 30 mars 2017, *Chowdury e.a. c/ Grèce*. – *JCP G* 2017. Act. 445.
- Le droit à un procès équitable peut borner la liberté de la presse. Note ss Cour EDH, 1^{er} juin 2017, *Gisbert e.a. c/ France*. – *JCP G* 2017. Act. 708.
- Comm. n° 61, p. 743-752 in : *Les grand arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme* / dir. F. Sudre. – 8^e éd. – Paris : PUF, 2017. – 968 p.
- Comm. n° 60, p. 722-743 in : *Les grand arrêts de la Cour EDH* / dir. F. Sudre. – 8^e éd. – Paris : PUF, 2017. – 968 p.

- Comm. n° 59, p. 701-722 in : *Les grand arrêts de la Cour EDH* / dir. F. Sudre. – 8^e éd. – Paris : PUF, 2017. – 968 p.
- Comm. n° 48, p. 575-585 in : *Les grand arrêts de la Cour EDH* / dir. F. Sudre. – 8^e éd. – Paris : PUF, 2017. – 968 p.
- Comm. n° 29, p. 338-352 in : *Les grand arrêts de la Cour EDH* / dir. F. Sudre. – 8^e éd. – Paris : PUF, 2017. – 968 p.
- Comm. n° 17, p. 204-212 in : *Les grand arrêts de la Cour EDH* / dir. F. Sudre. – 8^e éd. – Paris : PUF, 2017. – 968 p.
- « Un contrôle autonome des valeurs fondamentales », p. 53-70 in : *La subsidiarité conventionnelle en question* / dir. G. Gonzalez. – Limal : Anthémis / Nemesis, 2016. – 306 p.

TREPPOZ (É.).

- Les Nymphéas sont-ils librement exploitables ? – *Juris Art etc.*, nov. 2017, n° 51, p. 3.
- Retour sur la liberté de création. À propos de l’affaire *Koons*. – *Juris Art etc.* mai 2017, n° 46, p. 3.
- Vers une fragmentation territoriale des offres électroniques au sein de l’Union européenne. – *Dalloz IP/IT*, janv. 2017, n° 1, p. 50-53.

VIENNOIS (J.-P.). – Originalité de l’arbitrage liée aux questions entrepreneuriales. – *Droit & Patrimoine*, sept. 2017, n° 272, p. 47-51.

1.5. Comptes rendus d'ouvrages

BERGÉ (J.-S.).

- Compte rendu de Svantesson (D.), Kloza (D.) (eds). – *Trans-Atlantic Data Privacy Relations as a Challenge for Democracy*. – Anvers: Intersentia, 2017. – ISBN: 9781780684345. – 568 p.; Miller (R.A.) (ed.). – *Privacy and Power. Transatlantic Dialogue in the Shadow of the NSA-Affair*. – Cambridge: Cambridge University Press, 2017. – ISBN: 9781107154049. – *RTD Eur.* 2017/4, p. XII-XIII, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Riesenhuber (K.) (ed.). – *European Legal Method*. – Anvers: Intersentia, 2017. – 800 p. – ISBN: 9781780682594; Vogenauer (S.), Weatherill (S.) (eds). – *General Principles of Law: European and Comparative Perspectives*. – Oxford: Bloomsbury, 2017. – 432 p. – ISBN: 9781509910717. – *RTD Eur.* 2017/4, p. IX-X, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Lodder (A.R.), Murray (A.D.) (eds). – *EU Regulation of E-Commerce. A Commentary*. – Cheltenham: Edward Elgar Publishing, 2017. – 448 p. – ISBN: 9781785369339. – *RTD Eur.* 2017/4, p. VI-VII, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Kotze (L.J.). – *Global Environmental Constitutionalism in the Anthropocene*. – Oxford: Hart Publishing, 2016. – 304 p. – ISBN: 9781509907595 ; Cooreman (B.). – *Global Environmental Protection through Trade. A Systematic Approach to Extraterritoriality*. – Cheltenham: Edward Elgar Publishing, 2017. – 336 p. – ISBN: 9781786434388. – *RTD Eur.* 2017/4, p. V-VI, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Cubie (D.). – *The International Legal Protection of Persons in Humanitarian Crises. Exploring the Acquis Humanitaire*. – Oxford: Hart Publishing, 2017. – 400 p. – ISBN: 9781849468008; O'Sullivan (M.), Stevens (D.). – *States, the Law and Access to Refugee Protection. Fortresses and Fairness*. – Oxford: Hart Publishing, 2017. – 336 p. – ISBN: 9781509901289; Berneri (Ch.). – *Family Reunification in the EU. The Movement and Residence Rights of Third Country National Family Members of EU Citizens*. – Oxford : Bloomsbury, 2017. – 160 p. – ISBN: 9781509904785 ; Pfeiff (S.). – *La portabilité du statut personnel dans l'espace européen*. – Bruxelles : Bruylant, 2017. – 718 p. – ISBN : 9782802757429. – *RTD Eur.* 2017/4, p. III-IV, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Corradi (G.), Brems (E.), Goodale (M.) (eds). – *Human Rights Encounter Legal Pluralism. Normative and Empirical Approaches*. – Oxford: Bloomsbury, 2017. – 272 p. – ISBN: 9781849467612. – *RTD Eur.* 2017/4, p. II, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Auby (J.-B.). – *Globalisation, Law and the State*. – Oxford: Hart Publishing, 2017. – 228 p. – ISBN: 9781509903528. – *RTD Eur.* 2017/3, p. III, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Collins (H.) (ed). – *European Contract Law and the Charter of Fundamental Rights*. – Anvers: Intersentia, 2017. – 280 p.; Van Leeuwen (B.). – *European Standardisation of Services and its Impact on Private Law*. – Oxford: Hart Publishing, 2017. – 252 p. – ISBN: 9781509908332. – *RTD Eur.* 2017/3, p. V, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Cuniberti (G.). – *Conflict of Laws. A Comparative Approach*. – Cheltenham: Edward Elgar Publishing, 2017. – 520 p. – ISBN: 9781785365935; Rodríguez-Arana Munoz (J.) (ed). – *Recognition of Foreign Administrative Acts*. – Cham: Springer, 2016. – 388 p. – ISBN: 9783319189734; Hazelhorst (M.). – *Free Movement of Civil Judgments in the European Union and the Right to a Fair Trial*. – La Haye: Springer, 2017. – 448 p. – ISBN: 9789462651616. – *RTD Eur.* 2017/3, p. VI-VII, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de De Witte (B.) e.a. (eds). – *Between Flexibility and Disintegration. The Trajectory of Differentiation in EU Law*. – Cheltenham: Edward Elgar, 2017. – 448 p. – ISBN: 9781783475889. – *RTD Eur.* 2017/3, p. VII, accessible sur www.dalloz-revues.fr.

- Compte rendu de Derieux (E.). – *Droit européen des médias*. – Bruxelles : Bruylant, 2017. – 1034 p. – ISBN : 9782802757696. – *RTD Eur.* 2017/3, p. VIII, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Ireland-Piper (D.). – *Accountability in Extraterritoriality. A Comparative and International Law Perspective*. – Cheltenham: Edward Elgar, 2017. – 208 p. – ISBN: 9781786431776. – *RTD Eur.* 2017/3, p. X, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Ligeti (K.), Simonato (M.) (eds). – *Chasing Criminal Money. Challenges and Perspectives on Asset Recovery in the EU*. – Oxford: Hart Publishing, 2017. – 400 p. – ISBN: 9781509912070. – *RTD Eur.* 2017/3, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Sloss (David L.). – *The Death of Treaty Supremacy. An Invisible Constitutional Change*. – Oxford: Oxford University Press, 2016. – 472 p. – ISBN: 9780199364022. – *RTD Eur.* 2017/2, p. XIV, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Seville (C.). – *EU Intellectual Property Law and Policy*. – 2nd ed. / Rosén (J.). – *European Intellectual Property Law. Critical Concepts in Intellectual Property Law series* / dir. M. Vivant. – *European Case Law on infringements of intellectual property rights*. – Cheltenham: Edward Elgar Publishing, 2016. – 592 p. – ISBN: 9781781003459 / Cheltenham: Edward Elgar Publishing, 2016. – 672 p. – ISBN: 9781784714666 / Bruxelles: Bruylant, 2016. – 296 p. – ISBN: 9782802751533. – *RTD Eur.* 2017/2, p. XIII, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Petersmann (E.U.). – *Multilevel Constitutionalism for Multilevel Governance of Public Goods. Methodology Problems in International Law*. – Oxford: Hart Publishing, 2016. – 416 p. – ISBN: 9781509909124. – *RTD Eur.* 2017/2, p. XII-XIII, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Persson (A.H.), Kristoffersson (E.) (eds). – *Swedish Perspectives on Private Law Europeanisation*. – Oxford: Hart Publishing, 2016. – 216 p. – ISBN: 9781849466974. – *RTD Eur.* 2017/2, p. XII, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Perry (M.) (ed.). – *Global Governance of Intellectual Property in the 21st Century. Reflecting Policy Through Change* / Alemanno (A.), Bonadio (E.) (eds). – *The New Intellectual Property of Health. Beyond Plain Packaging* / Leepuengtham (T.). – *The Protection of Intellectual Property Rights in Outer Space Activities* / Ruzek (V.). – *Communautarisation et mondialisation du droit de la propriété intellectuelle*. – La Haye: Springer, 2016. – 242 p. – ISBN: 9783319311760 / Cheltenham: Edward Elgar Publishing, 2016. – 384 p. – ISBN: 9781784718787 / Cheltenham: Edward Elgar Publishing, 2017. – 256 p. – EAN: 9781785369612 / Paris : Institut universitaire Varenne, 2016. – 708 p. – ISBN : 9782370320896. – *RTD Eur.* 2017/2, p. X-XI, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Grandjean (G.), Wildemeersch (J.) / dir. – *Les juges : décideurs politiques ? Essais sur le pouvoir politique des juges dans l'exercice de leur fonction*. – Bruxelles : Bruylant, 2016. – 372 p. – ISBN : 9782802754848. – *RTD Eur.* 2017/2, p. VII, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Eeckhout (P.), Lopez-Escudero (M.). – *The European Union's External Action in Times of Crisis*. – Oxford: Hart Publishing, 2016. – 624 p. – ISBN: 9781509900558. – *RTD Eur.* 2017/2, p. VI, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Bensoussan-Brulé (V.), Torres (C.) et al. – *Failles de sécurité et violation de données personnelles* / Daly (A.). – *Private Power, Online Information Flows and EU Law. Mind The Gap*. – Bruxelles : Larcier, 2016. – 146 p. – ISBN : 9782804478490 / Oxford: Hart Publishing, 2016. – 184 p. – ISBN: 9781509900657. – *RTD Eur.* 2017/2, p. I, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Brière (C.). – *La régulation normative dans l'espace judiciaire européen*. – Bruxelles : Larcier, 2016. – 140 p. – ISBN : 9782804489564. – *RTD Eur.* 2017/1, p. II, accessible sur www.dalloz-revues.fr.

- Compte rendu de Buelens (J.), Rigaux (M.) (eds). – *From Social Competition to Social Dumping*. – Anvers: Intersentia, 2016. – 148 p. – ISBN: 9781780683522. – *RTD Eur.* 2017/1, p. III, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Chalmers (D.) et al. – *The End of the Eurocrats' Dream*. – Cambridge: Cambridge University Press, 2016. – 278 p. – ISBN: 9781107090545 / Popelier (P.), Lambrecht (S.), Lemmens (K.) (ed). – *Criticism of the European Court of Human Rights*. – Anvers: Intersentia, 2016. – 571 p. – ISBN: 9781780684017. – *RTD Eur.* 2017/1, p. III-IV, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Colson (R.), Field (S.). – *EU Criminal Justice and the Challenges of Diversity. Legal Cultures in the Area of Freedom, Security and Justice*. – Cambridge: Cambridge University Press, 2016. – 294 p. – ISBN: 9781107096585. – *RTD Eur.* 2017/1, p. IV, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Delgado Casteleiro (A.). – *The International Responsibility of the European Union. From Competence to Normative Control*. – Cambridge: Cambridge University Press, 2016. – 278 p. – ISBN: 9781107090545. – *RTD Eur.* 2017/1, p. IV-V, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Durovic (M.). – *European Law on Unfair Commercial Practices and Contract Law*. – Oxford: Hart Publishing, 2016. – 214 p. – ISBN: 9781782258117 / Weatherill (S.). – *Contract Law of the Internal Market*. – Anvers: Intersentia, 2016. – 230 p. – ISBN: 9781780682402. – *RTD Eur.* 2017/1, p. V, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de McDonagh (L.). – *European Patent Litigation in the Shadow of the Unified Patent Court*. – Cheltenham: Edward Elgar Publishing, 2016. – 224 p. – ISBN: 9781784714734 / Kennedy (M.). – *WTO Dispute Settlement and the TRIPS Agreement. Applying Intellectual Property Standards in a Trade Law Framework*. – Cambridge: Cambridge University Press, 2016. – 498 p. – ISBN : 9781107144682. – *RTD Eur.* 2017/1, p. VI, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Pazartzis (P.), Gavouneli (M.) et al. (eds) – *Reconceptualising the Rule of Law in Global Governance, Resources, Investment and Trade*. – Oxford : Hart Publishing, 2016. – 520 p. – ISBN: 9781849468800. – *RTD Eur.* 2017/1, p. VII-VIII, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Shen (G.). – *Regulation of Cross-Border Establishment in China and the EU*. – Anvers: Intersentia, 2016. – 302 p. – ISBN: 9781780684147. – *RTD Eur.* 2017/1, p. VIII, accessible sur www.dalloz-revues.fr.

CARPANO (É.). – Compte rendu de de Blumann (Cl.) / dir. – *Commentaire J. Mégret : introduction au marché intérieur. Libre circulation des marchandises*. – Bruxelles : Université de Bruxelles, 2015. – 542 p. – ISBN : 9782800415819. – *RTD Eur.* 2017/2, p. II-III, accessible sur www.dalloz-revues.fr.

FERRAND (F.).

- Compte rendu de Nylund (Anna) et Krans (Bart) (eds). – *The European Union and National Civil Procedure*. – Anvers: Intersentia, 2016. – ISBN: 9781780683805176. – *RTD Eur.* 2017/2, p. VIII-X, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Deshayes (B.), Jacquemin (Ph.) / dir. – *Good practice in civil judicial expertise in the European Union / Les bonnes pratiques de l'expertise judiciaire civile dans l'Union européenne. Towards an European expertise / Vers une expertise européenne*. – Bruxelles : Larcier, 2016. – 268 p. – ISBN : 9782804494834. – *RTD Eur.* 2017/2, p. III-VI, accessible sur www.dalloz-revues.fr.

LEKKOU (E.).

- Compte rendu de De La Rosa (St.) / dir. – *L'encadrement des concessions par le droit européen de la commande publique. Les apports de la directive 2014/23/UE sur l'attribution des contrats de concession.* – Paris: Société de législation comparée, 2014. – 220 p. – ISBN : 9782365170406 – *RTD Eur.* 2017/4, p. V, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Anagnostopoulou (D.), Papadopoulos (I.), Papadopoulou (L.). – *The EU at a Crossroads. Challenges and Perspectives.* – Cambridge: Cambridge Scholars publishing, 2016. – 310 p. – ISBN: 9781443899291. – *RTD Eur.* 2017/4, p. I-II, accessible sur www.dalloz-revues.fr.

MARTI (G.).

- Compte rendu de Ronse (T.). – *Les compétences de l'Union européenne.* – Bruxelles: Université de Bruxelles, 2017. – 364 p. – ISBN : 9782800416120. – *RTD Eur.* 2017/3, p. XIII, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Bertrand (B.). – *Les catégories juridiques du droit de l'Union européenne.* – Bruxelles : Bruylant, 2016. – 442 p. – ISBN : 9782802751151. – *RTD Eur.* 2017/3, p. III-IV, accessible sur www.dalloz-revues.fr.

ROBERT (L.).

- Compte rendu de Leach (Ph.), Donald (A.). – *Parliaments and the European Court of Human Rights.* – Oxford: Oxford University Press, 2016. – 352 p. – ISBN: 9780198734246. – *RTD Eur.* 2017/3, p. X-XII, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Fromont (L.), Van Waeyenberge (A.). – *Actualités de la protection juridictionnelle dans et par l'Union européenne.* – Bruxelles : Larcier, 2016. – 264 p. – ISBN : 9782804490744. – *RTD Eur.* 2017/3, p. VIII-IX, accessible sur www.dalloz-revues.fr.

ZAMPINI (F.).

- Compte rendu de Bergström (M.), Iacovides (M.), Strand (M.) (eds). – *Harmonising EU Competition Litigation. The New Directive and Beyond.* – Oxford: Hart Publishing, 2016. – 384 p. – ISBN: 9781849467629. – *RTD Eur.* 2017/1, p. I-II, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Parisi (N.), Peralia (V.). – *Elementi di diritto dell'Unione europea. Un ente di governo per Stati e individui.* – Milan : Le Monnier Università, 2016. – 346 p. – ISBN : 9788800746649. – *RTD Eur.* 2017/1, p. VI-VII, accessible sur www.dalloz-revues.fr.

2. RÉSEAUX ET PROGRAMMES SCIENTIFIQUES

2.1. Participation au Groupement de recherche RUEDELSJ



Le Réseau Universitaire Européen Droit de l'Espace de Liberté, Sécurité et Justice (RUEDELSJ), créé en 2011 par le CNRS, a été renouvelé en 2015. Notre équipe est l'un des laboratoires participant activement à ce Groupement de recherche (GDR).

► Genèse

Le GDR constituant le « **RUEDELSJ** », c'est-à-dire le *Réseau universitaire européen* dédié à l'étude du droit de l'*Espace de liberté, sécurité et justice* (ELSJ) a été créé en 2011 par le CNRS (GDR-CNRS3452). Ce réseau fédère de manière transdisciplinaire l'action de **cinq laboratoires d'excellence français (Aix Marseille, Bayonne, Lyon, Nanterre, Toulouse)**, spécialisés dans les problématiques de la construction européenne et désireux de focaliser leur recherche sur les questions liées à la construction d'un espace de liberté, sécurité et justice de l'Union. Il a vocation à offrir aux chercheurs une plateforme d'information et d'échange d'opinions relatives à l'un des pans les plus novateurs de la construction européenne et a l'ambition d'en faciliter une meilleure connaissance et de constituer un vivier de spécialistes du sujet en constituant une communauté scientifique ouverte au plan européen et méditerranéen.

Le **GDR** a dégagé un certain nombre de thèmes de recherche prioritaires, animés par l'ensemble de ses membres et placé sous la responsabilité scientifique d'un laboratoire.

► Thèmes de recherche

- Droits fondamentaux et immigration, Pr. Rostane Mehdi, CERIC, Aix ;
- Le modèle européen à l'épreuve de l'ELSJ, Pr. Henri Labayle, CDRE, Bayonne ;
- Espace commun et réalisation de l'ELSJ, Pr. Marc Blanquet et S. Poillot-Peruzzetto, IRDEIC, Toulouse ;
- Marché intérieur et ELSJ : ruptures et convergences, Pr. Sophie Robin-Olivier, CEJEC, Nanterre ;
- Les instruments de l'ELSJ, entre droit commun et reconnaissance mutuelle, Pr. J.-S. Bergé et C. Nourrisat, **EDIEC**.

► Bilan scientifique 2011-2014

- *Constitution d'une communauté scientifique et action fédérative* : Les colloques, publications, conférences et autres manifestations scientifiques de chaque laboratoire ont ainsi été labellisés « GDR » ;
- *Constitution d'un pôle d'expertise européen et appui aux programmes des équipes* : Le GDR s'est impliqué dans les programmes européens tels que les programmes Jean Monnet ;
- *Attractivité auprès des milieux socio-professionnels* : Le GDR a coopéré, ès qualités, avec l'Agence Justice Coopération Internationale (JCI) du ministère de la Justice et avec le Collège européen de police (CEPOL) pour la création en 2014 d'un « European Joint master programme Policing in Europe », à Lyon ;
- *Institutionnalisation des ateliers doctoraux* : Cet objectif central du GDR a permis la constitution d'un vivier de jeunes chercheurs spécialisés ;
- *Valorisation et diffusion scientifique* : La création et l'animation du site Internet offrent une visibilité accrue : <http://www.gdr-elsj.eu>.

► Prospective : Les membres du GDR souhaitent donc poursuivre leurs actions à la fois par un travail de consolidation et d'approfondissement :

- Pérennisation de l'initiative des *Ateliers doctoraux* ;
- Ouverture d'une collection dédiée, réflexion quant à une revue en ligne, élargissement européen (Pologne, Espagne, Luxembourg...);
- Accueil et séjours de doctorants dans des laboratoires du GDR ;
- Visibilité accrue du GDR via la traduction du site internet pour le monde anglo-saxon et nordique.

► Liens utiles :

- [Rapport d'activité 2011-2014 \[DOCX - 21 Ko\]](#).
- [Tout savoir sur le GDR](#).

C'est à Lyon, accueilli par l'**EDIEC**, organisatrice, que le **GDR RUEDELSJ** a tenu sa **9^e session doctorale européenne**, les 8 et 9 juin 2017, sur le thème *L'espace de liberté, sécurité et justice en questions*.

2.2. Participation aux programmes européens

En 2017, l'EDIEC s'est vue attribuer deux financements européens proposés par les programmes *Justice* et *Erasmus+*.

2.2.1. Le projet européen EPAPFR



Le projet européen EPAPFR (*Plateforme européenne pour l'accès aux droits personnels et familiaux en Europe*) a pour objectif de contribuer à l'accompagnement de toute personne confrontée à des difficultés relatives au droit international privé de la famille en Europe (UE) en favorisant la coordination et la coopération des dispositifs juridiques, médicaux et sociaux implantés sur le territoire

des États membres, qu'ils soient de nature associative ou institutionnelle. Ce projet s'inscrit dans le cadre du *Programme Justice* de l'Union européenne établi pour la période 2014-2020. Le *Programme Justice* finance des actions ayant une valeur ajoutée européenne qui contribuent à la poursuite de la mise en place d'un espace européen de justice.



Le projet EPAPFR soutient la mise en œuvre des instruments européens de droit international privé de la famille, et tout particulièrement la directive 2008/52/EC du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale, le règlement Successions du 4 juill. 2012, le règlement Bruxelles II bis du 27 nov. 2003 en matière matrimoniale et de responsabilité parentale, la Convention de La Haye du 19 oct. 1996 en matière de responsabilité parentale et de protection des enfants, et le règlement Rome III du 20 déc. 2010 mettant en place une coopération renforcée en matière de loi applicable au divorce et à la séparation de corps.

Sept partenaires participent à ce projet à travers l'Europe et sont bénéficiaires des fonds européens :

- Le [Centre de recherche sur le droit international privé \(CREDIP, EDIEC\)](#) ;
- L'[Association pour le droit des étrangers \(ADDE, Bruxelles\)](#) ;
- Le [Service social international \(SSI, Veliko Tarnovo, Bulgarie\)](#) ;
- La [Faculté de Droit de l'Université de Liège \(ULg\)](#) ;
- Le [Deutsches Institut für Jugendhilfe und Familienrecht \(DIJUF, Heidelberg\)](#) ;
- Le [Dipartimento di Scienze giuridiche dell'Università degli Studi di Verona](#),
- et l'association [Femmes informations juridiques internationales \(FIJI, Lyon\)](#), porteur du projet.

Le projet EPAPFR consiste à :

- mettre en relation des services d'accès aux droits spécialisés en droit international privé agissant au plus près des bénéficiaires dans le but de faciliter l'accès effectif à la justice dans ce domaine,
- promouvoir la formation des professionnels et l'information des bénéficiaires,
- et encourager le partage d'expérience et de connaissance entre acteurs institutionnels et de terrain des différents États membres.

Le projet, doté d'un financement européen de **283 000 euros** (*Grant Agreement N. 764214*), a démarré le 2 octobre 2017, pour une durée de 24 mois.

2.2.2. La Chaire Jean Monnet DMOCRIS



Projet DMOCRIS : Démocratie et intégration dans une Europe en crise

Titulaire de la Chaire : **Pr. Éric Carpano**

Référence : **587011-EPP-1-2017-1-FR-EPPJMO-CHAIR**

Financement : **50 000 euros**

Durée : **3 ans**

Présentation :

À l'heure où le projet européen est en crise et où les démocraties européennes sont traversées par des tentations nationalistes et populistes, il est plus que jamais nécessaire de replacer l'Europe au centre de l'espace public. Tel est l'un des objectifs de cette Chaire en offrant un support institutionnel et financier pour la promotion de l'idée européenne au moyen de différentes actions de **formation (I)** et de **recherche (II)** en région Auvergne-Rhône-Alpes en collaboration avec des partenaires locaux, nationaux et européens (Espagne, Hongrie, Italie).

I. Une formation européenne attractive, de qualité et diversifiée pour tous

La formation aux questions européennes est la première étape de la reconquête de l'espace public. Nous souhaitons, eu égard aux problématiques développées, consolider, professionnaliser, renouveler, ouvrir et diversifier davantage cette offre de formation aux questions européennes.

1.1. Consolidation de la formation européenne par l'amélioration et l'approfondissement de la formation

La Chaire Jean Monnet doit permettre de consolider la formation existante en assurant sa pérennisation et son approfondissement et de redynamiser la formation par sa professionnalisation, sa diversification, et le renouvellement des méthodes.

1.1.1. Cohérence et continuité d'un enseignement d'excellence en droit européen

L'un des objectifs de la Chaire est de garantir l'excellence de la formation en droit européen. L'ensemble des enseignements en droit européen, répartis entre la 1^{ère} (L1) et la 5^{ème} année (M2) seront coordonnés par le comité de pilotage et de suivi de la Chaire afin de garantir la cohérence et la continuité du contenu de ces enseignements de telle sorte que tous les étudiants sortant de l'Université Lyon 3 aient reçu une formation suivie en droit européen :

- élaboration collective d'un programme commun
- articulation commune des enseignements
- détermination collective des modalités d'évaluation
- échanges pédagogiques entre les enseignements de droit européen dans le cadre du comité de pilotage et suivi
- partage des expériences entre les étudiants de différents niveaux (L1 à M2).

1.1.2. Pérennisation de la formation

Au cours des dernières années, le droit européen a servi de variable d'ajustement dans de nombreuses spécialités de droit en étant en priorité frappé par une diminution de son volume horaire. Jusqu'en 2016, il existait deux Masters 2 de droit européen : l'un à visée professionnelle (30 étudiants) et l'autre à visée recherche (10 étudiants). Les deux diplômes ont fusionné à la rentrée 2016.

1.1.3 Professionnalisation de la formation

Nous souhaitons renforcer l'attractivité de nos formations en droit européen en proposant un enseignement plus professionnalisant qui passera par la création de deux modules d'enseignement nouveaux dans le master 2 :

- **un séminaire d'insertion professionnelle de 15h** qui doit permettre de faire intervenir des praticiens du droit européen et des politiques européennes ;
- **un séminaire de clinique de droit européen de 15h** qui doit permettre d'encadrer les étudiants dans la participation à une clinique de droit européen en partenariat notamment avec le Groupement d'information et de soutien des immigrés (GISTI) et la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDE) et / ou à des concours européens de plaidoirie (European Law Moot Court / Concours Rousseau).

1.1.4. Renouvellement des méthodes d'enseignement

Le droit européen est, en tant qu'objet original, un laboratoire d'expérimentation des nouvelles formes de normativités. Il doit aussi être prétexte à de nouvelles formes d'enseignement si l'on veut assurer son attractivité et sa diffusion au-delà du cercle restreint des spécialistes :

- favoriser en présentiel l'apprentissage pratique par la mise en situation, l'initiation à la recherche et la pédagogie inversée ;
- introduire un enseignement clinique visant à faire travailler les étudiants sur des cas réels en collaboration avec des ONG ou des cabinets d'avocat ;
- expérimenter un enseignement libre et gratuit, en ligne, accessible non seulement aux étudiants du Master de droit européen mais également à un public plus large : les séminaires de l'Europe en contexte seront filmés et mis en ligne pour être accessibles au plus grand nombre (podcasts des séminaires, vidéos en ligne de cours) : l'objectif est de créer un MOOC Questions européennes pour le grand public d'ici la rentrée 2020 sur la base de ces différents supports.

1.1.5 Diversification de la formation européenne : *L'Europe en contexte*

À l'heure actuelle, nos enseignements en droit européen sont exclusivement centrés sur la seule dimension juridique. La complexité du processus d'intégration européenne et les différentes figures de la crise européenne démontrent qu'il n'est plus possible de penser l'intégration européenne au seul prisme du phénomène juridique. Une approche contextuelle du droit européen est plus que jamais nécessaire.

La création d'un séminaire « **Europe en contexte** » de 16h déclinera une problématique transversale, d'un point de vue pluridisciplinaire, au travers de la participation de différents intervenants. Pour plus de cohérence entre la recherche et la formation, ce séminaire transversal s'inscrira dans la thématique annuelle de travail de la Chaire : par exemple, pour l'année 2017-2018, la sous-thématique annuelle retenue est « Identités et intégration » et le séminaire comportera 8 interventions de 2h sur ce thème en lien avec les recherches menées par les membres de l'équipe.

Cet enseignement doit faire le lien entre la recherche et l'enseignement en servant de support à la diffusion généraliste des recherches menées dans le cadre des thématiques annuelles.

1.2. Formation continue : Ouverture de la formation européenne vers la société civile (Activités supplémentaires)

Le deuxième objectif de formation de la Chaire Jean Monnet est la diversification de la formation aux questions européennes et son ouverture vers la société civile. Le projet européen souffre singulièrement d'un déficit de pédagogie ce qui affecte résolument la place de l'idée européenne dans l'espace public. Trois actions spécifiques seront financées par la Chaire Jean Monnet :

- Un **cycle de formation de 20h** en partenariat avec le Rectorat de Lyon à destination des enseignants du secondaire (collège et lycée) sur les questions européennes (à partir de septembre 2018)
- Un **cycle de biennale (2017-2018 et 2019-2020)** : conférences de 20h sur l'Europe, accessible aux adultes sans condition de diplôme dans le cadre de la formation continue Lettres/Langues/Philosophie. Cet enseignement fera également le lien entre la recherche et l'enseignement en servant de support à la diffusion généraliste des recherches menées dans le cadre des thématiques annuelles.
- Une **journée sur « L'état de l'Union »** en partenariat avec la presse locale, les médias locaux (Euronews et Télévision Lyon Métropole) et les collectivités territoriales.

1.3. Université d'été visant à l'intégration des doctorants : séminaire doctoral d'été (début juillet) – Incubateur de recherche en partenariat et en alternance avec l'Università di Napoli-Parthénope

Pendant près de 25 ans l'Université Jean Moulin Lyon 3 a organisé une Université européenne d'été sur l'Europe. Le professeur Eric Carpano en fut le directeur de 2008 à 2011. Par manque de moyens financiers, cette université d'été a été interrompue en 2011. Il s'agit de relancer ce projet en le réorientant vers un séminaire doctoral d'été et la constitution d'un réseau européen de jeunes chercheurs. Cette université doctorale d'été aura lieu en alternance entre Lyon et Naples.

Ces activités de formation seront appuyées par la publication d'un **ouvrage généraliste sur les *Grandes notions du droit européen***, PUF, Paris (septembre 2019/septembre 2020) réalisé en collaboration avec Eric Carpano, Gaëlle Marti et Bernadette Le Baut-Ferrarese.

II. Soutenir une recherche d'excellence sur le thème « Démocratie et intégration dans une Union en crise »

Le second volet de la Chaire DMOCRIS vise à soutenir une **recherche d'excellence sur le thème de la crise de la démocratie et de l'intégration en Europe**. Cette recherche vise trois objectifs :

- Approfondir les connaissances liées au développement de l'intégration européenne dans le cadre des crises nationales et européennes de la démocratie et de l'intégration ;
- Construire un réseau de partenaires visant à la constitution d'un pôle d'expertise européen sur la crise démocratique et de l'intégration (D-CrisNet : democris network) ;
- Associer et intégrer les jeunes chercheurs (doctorants) dans ce réseau européen.

Ces recherches donneront lieu à différents types de **manifestations scientifiques** :

- colloques internationaux ;
- ateliers de recherche ;
- conférences ;
- séminaires doctoraux.

Cette recherche s'articulera autour de **trois sous-thèmes** distincts au cours des trois années de la durée de la Chaire :

- **Identités et intégration (2017-2019)** : Ce projet vise à confronter la résurgence des revendications identitaires nationales avec la possibilité de construire une identité européenne qui servirait de catalyseur à l'intégration européenne. Ces revendications identitaires (indépendantistes, autonomistes, nationalistes) sont sources de fragmentation de l'Union alors même que l'Union tente de s'imposer comme une puissance dans l'ordre international. Dans le cadre de cette recherche il s'agit ainsi d'interroger l'avenir de la construction européenne dans un espace fragmenté et pluriel et de réfléchir à des modèles alternatifs pour repenser l'unité dans la diversité. Ce thème « Identités et intégration » (IDTCRIS) sera également le support d'un **Projet Jean Monnet** par ailleurs présenté en partenariat avec la CASA de VELASQUEZ (Madrid) et l'Université di Napoli-Parthenope (Italie). Ce thème sera décliné dans le cadre de trois séminaires organisés à Madrid, Naples et Budapest et un colloque final à Lyon.

- **Migrations et citoyenneté (2018-2019)** : Le thème vise à appréhender la crise migratoire en Europe dans le contexte plus large de la crise de l'intégration européenne et des questions qu'elle soulève, du point de vue institutionnel, juridique et politique, en termes d'identité, de solidarité et de citoyenneté. (colloque automne 2019)

- **Démocratie et marché (2019-2020)** : Il s'agit d'interroger dans le contexte de la crise économique et budgétaire européenne l'articulation des exigences de démocratie et de marché dans la construction européenne. (colloque printemps 2020)

Ces différentes thématiques donneront lieu à la publication de **trois ouvrages** :

- *L'exception en droit de l'Union européenne*, actes du colloque d'octobre 2017.
- *Identités et intégration dans une Union en crise*, actes du colloque d'octobre 2019.
- *Migrations et citoyennetés*, actes du colloque printemps 2019.

Programme Erasmus+ I Activités Jean Monnet I Chaires Jean Monnet

Une chaire Jean Monnet est un poste d'enseignement spécialisé dans les études sur l'Union européenne pour les professeurs d'université. Chaque chaire Jean Monnet ne peut être occupée que par un seul professeur, qui doit dispenser au minimum 90 heures d'enseignement par année universitaire sur une période de trois années consécutives. En outre, le titulaire de la chaire doit effectuer au moins une activité supplémentaire par année universitaire.

Ce qui est soutenu

Activités principales (minimum 90 heures par année universitaire)

- approfondir l'enseignement dans le domaine des études européennes dans le cadre du programme officiel d'un établissement d'enseignement supérieur;
- fournir un enseignement approfondi sur les questions européennes aux futurs professionnels de domaines de plus en plus recherchés sur le marché du travail.

Activités supplémentaires

- dispenser un enseignement/des conférences à des étudiants d'autres départements (par exemple architecture, médecine, etc.) pour mieux les préparer à leur future vie professionnelle ;
- encourager, conseiller et encadrer la nouvelle génération d'enseignants et de chercheurs sur les sujets européens ;
- conduire, contrôler et superviser la recherche sur des sujets européens pour d'autres niveaux d'enseignement, tels que la formation des enseignants et l'enseignement obligatoire ;
- participer à des conférences, séminaires/webinaires, ateliers, etc. ciblant les décideurs politiques aux niveaux local, régional et national, ainsi que la société civile.

Soutien disponible

Le montant maximal de la subvention s'élève à **50 000 EUR**. Ce montant peut représenter au maximum **75 %** du coût éligible total de la chaire Jean Monnet.

2.3. IUF – Border Crossing Phenomena and the Law – IFITIS Research Programme 2016-2021



Supported by: **Institut Universitaire de France (IUF)** : Senior Project (2016/2021) located in the University of Lyon (Jean Moulin – Lyon 3 – Law Faculty – **CREDIP-EDIEC**)

The purpose of the IFITIS research is to bring into the law a new legal concept in order to deal with the phenomenon called “full movement beyond control”. **Movement**: persons (individuals or legal entities), goods (tangible or intangible, and more widely, services and capital) move within territories and between different territories. This movement has reached unprecedented dimension in recent times (notably for migrant, data, waste, capital): the speed, diversity and often significant volume of flow have reached levels as yet unparalleled. **Full**: the movement of persons, goods, services and capital has a “full” dimension in that it engages the attention and action of all the public and private operators (States, companies, citizens) at local, national or international level, who contribute to the phenomenon in whole or in part, voluntarily or involuntarily. **Beyond control**: movement has an “uncontrollable” dimension in the sense that in specific or short-term situations, like those of crisis, operators, and particularly those with responsibility for such movement, do not have full control over it.

This movement beyond control results in the creation of positive and negative, legal and illegal channels within a particular sphere, making it almost possible for the operators to work together to contain it. Full movement beyond control is experiencing a paradoxical surge. More often than not, its existence is denied by those who claim to have the power to control it. However, it is putting existing frontiers at risk while simultaneously creating new ones. It is often backed up by a public whose collective conscience is shaped by a hope that regaining control is still a possibility.

By employing a multidisciplinary (Social sciences – Sciences) and comparative (Europe, Brazil, Canada) approach, this research seeks to identify a new legal concept capable of specific legal treatment and competent to take in hand the particular issues raised by the phenomenon and the legitimate expectations it may create.

Next Steps

- Article on: « Datasphere », Data Flows beyond Control, Challenges for Law and Governance – EJLC, in coll. with S. Grumbach, V. Zeno-Zencovich, in progress: <http://www.universitates.eu/jsberge/?p=22994>
- Article on: Contextualisation et circulation des situations : approche modale des phénomènes de gestation pour autrui à l'étranger, JDI 2018/1, à paraître – <http://www.universitates.eu/jsberge/?p=22989>
- Closed workshop in France – Le discours des juristes sur la circulation en droit européen – Nanterre (January 2018)
- Closed workshop in UK (Oxford, March 2018)
- Closed workshop in Belgium (Louvain-la-Neuve, March 2018)
- Conference in France – « L'illusion du contrôle : ces circulations (migrants, données, capitaux, déchets...) qui échappent à notre contrôle » (Lyon 3 – BU – Cycle « Questions de société », 27 March 2018)
- International workshop in France – Technosphère et droit / Technosphere and the Law (Lyon, 29 March 2018) – <http://www.universitates.eu/jsberge/?p=22543> and Annual doctoral study day in France – Technosphère et droit / Technosphere & the Law (Lyon, 30 March 2018) – <http://www.universitates.eu/jsberge/?p=22543>
- Workshop in France – Droit global/transnational – intervention sur le thème : « La circulation : objet du droit global/transnational, quelle représentation pour les juristes ? » – Paris (ENS, May 2018)
- Closed workshop in France – Présentation et discussion sur le projet IFITIS : « La circulation, objet du droit international et européen ? » – Paris (Paris 1 – Panthéon – Sorbonne) – IREDIES (June 2018)
- Articles in progress (Law & Economics: Flows of Capital beyond Control; Flows & European Law; Flows & history of international law; Flows & private international law (comparative approach Brazil/Europe)
- Book in progress: « Les situations en mouvement et le droit » (Daloz – coll. Méthodes du droit) – <http://www.universitates.eu/jsberge/?p=22473>

Achievements 2017

- Closed workshops in USA (Seattle : U. Washington – Microsoft) and Canada (Montréal : McGill U. – Québec : U. Laval) – (November/December 2017) – workshops on the IFITIS project and comparative legal approach of free movement in UE/USA/Canada – <http://www.universitates.eu/jsberge/?p=22967>
- Conference in USA: University of Washington – The Global Mondays Lecture Series – conference on « Cross-Border Movement and the Law: for a Global Approach » – <http://www.universitates.eu/jsberge/?p=23125>
- Conference in Canada: Université Laval – Chaire Jean Monnet dir. par le Pr O. Delas – Intervention sur le thème : Analyse critique du discours de la CJUE sur la circulation (à propos des avis 2/15 et 3/15) – <http://www.universitates.eu/jsberge/?p=23129>
- Book : Global Phenomena and Social Sciences, Springer, November 2017 – <http://www.universitates.eu/jsberge/?p=21499>
- Article on: Quelle approche des phénomènes par le droit ? Le cas de la circulation totale au-delà du contrôle – chronique, Recueil Dalloz, à paraître – <http://www.universitates.eu/jsberge/?p=23031>
- Article on: Climat au-delà du contrôle : gouverner l'ingouvernable maintenant ! – La Pensée Ecologique (Unil – Puf) – Point de vue – (1)2017 : <http://www.universitates.eu/jsberge/?p=23075>
- Article on: [Au-delà du contrôle : une autre façon d'aborder les changements climatiques](#), The Conversation, 17 nov. 2017 – [Beyond our control: an alternative approach to climate change](#) – The Conversation, 11 December 2017
- Closed workshop in France – dir. by Prof. J.P. Burgess, Chair of Geopolitics of Risk (ENS Paris) – November 2017 – <http://www.universitates.eu/jsberge/?p=22934>
- Closed workshop in Italy – Discussion with : Profs F. Salerno (U. Ferrara), S. Forlati (U. Ferrara) and M. Blakeney (U. of Western Australia) – Università degli studi di Ferrara – November 2017 – <http://www.universitates.eu/jsberge/?p=23054>
- Conference in France – De quoi le droit est-il (aussi) fait ? Réflexions autour de l'approche pluridisciplinaire et comparée des phénomènes complexes de circulation (Nice – GREDEG – UNICE – UCA) – Nov. 2017 – <http://www.universitates.eu/jsberge/?p=22918>
- Closed workshop in France – Contrôle des flux de circulation et Anthropocène (ENS Lyon) – November 2017 – <http://www.universitates.eu/jsberge/?p=22755>
- Closed workshop in France – Circulation of Persons (Lyon – CREDIP/EDIEC) – October 2017 – <http://www.universitates.eu/jsberge/?p=22636>
- Closed workshop in France – Systèmes complexes et SHS : quelles utilités ? (Lyon – IXXI) – September 2017 – <http://www.universitates.eu/jsberge/?p=22621>
- Closed workshops in Brazil (São Paulo, Brasilia, Rio de Janeiro – September 2017) – Movement in international law (public and private), pluridisciplinary approach of cross-border phenomena, movement of data, movement of waste and movement of capital – <http://www.universitates.eu/jsberge/?p=22612>
- Article on « La circulation totale au-delà du contrôle : hypothèse de risque invisible », Riseo 2017/2, à paraître <http://www.universitates.eu/jsberge/?p=22716>
- Closed workshop in Israel (Herzliya, June 2017) – <http://www.universitates.eu/jsberge/?p=22445>
- Series of 2 articles on « Total circulation: phenomena that escape the control of humanity » – « Total circulation: using legal resources to understand and control new flows » published on the conversation.com.fr/anglais (June 2017) – <http://www.universitates.eu/jsberge/?p=22534>
- Book: Operating Law in a Global Context: Comparing, Combining and Prioritising, EE, 2017 – <http://www.universitates.eu/jsberge/?p=18567>
- Closed workshops in France – Circulation and PIL (Lyon – CREDIP/EDIEC), Data (Lyon – IXXI), Private Law (Lyon-EDP) – March-May 2017 <http://www.universitates.eu/jsberge/?p=22008>
- Series of 5 articles on « Gouverner la circulation totale au-delà du contrôle » published on the conversation.com.fr (April 2017) – <http://www.universitates.eu/jsberge/?p=22255>
- Article on: « La circulation des droits de propriété intellectuelle » in La propriété intellectuelle en dehors de ses frontières (dir. A. Favreau) – Larcier, to be published – <http://www.universitates.eu/jsberge/?p=22089>
- Article on: « Cross-Border Movement and the Law: for an Epistemological Approach » – [Ritsumeikan Law Review](#) (Japanese Law Journal) 34 (2017) 1-22
- Annual doctoral study day (Lyon) “Multidisciplinary approach to phenomena: questioning across the law and the pure, human and social sciences » (56 participants) : <http://www.universitates.eu/jsberge/?p=21597>
- Conference in Strasbourg (24 January 2017): « La recherche en droit, pour quoi faire ? Réflexion d'étape sur le projet IFITIS »

- Closed workshops in Japan (13-18 January – Tokyo (Keio U.) – Osaka U. – Kyoto (Ritsumeikan U.) : <http://www.universitates.eu/jsberge/?p=21826>
- Article on: « L'échange des données dans l'ELSJ : l'hypothèse de la circulation totale au-delà du contrôle » in C. Chevallier-Govers (dir.), L'échange des données dans l'espace de liberté, de sécurité et de justice de l'UE, Ed. mare & martin, to be published. <http://www.universitates.eu/jsberge/?p=22096>

Achievements 2016

- oct. 2016 - SÃO PAULO - USP - workshops sur le projet de recherche IFITIS - conférence à l'IEA sur le thème : Full movement beyond control and the law (<http://www.iea.usp.br/noticias/um-novo-conceito-juridico-para-o-fluxo-de-pessoas-bens-e-servicos>)
- oct. 2016 - BRASILIA - IDP - UNICEUB - workshops sur le projet de recherche IFITIS - conférence à l'IDP sur le thème : Full movement beyond control and the law
- nov. 2016 - RIO DE JANEIRO - UERJ - IAB - workshop sur le projet de recherche IFITIS - conférence à l'IDP sur le thème : Full movement beyond control and the law
- nov. 2016 - GRENOBLE - UGA - CESICE - Colloque international : « Echange des données dans l'espace de liberté, de sécurité et de justice de l'Union Européenne » - Intervention sur le thème : « La circulation totale au-delà du contrôle des données dans l'ELSJ »
- nov. 2016 - LYON - UJML3 - CDF - La circulation des personnes et de leur statut familial dans un monde globalisé : la famille de l'étranger - Séminaire franco-Brésilien - Intervention sur le thème : Qu'est-ce qu'un « étranger » ? entre régionalisation et globalisation
- nov. 2016 - NICE - UNICE - GREDEG - Workshop sur la circulation totale au-delà du contrôle des capitaux
- nov. 2016 - AIX-EN-PROVENCE - AMU - CERIC - Workshop sur la circulation totale au-delà du contrôle et les changements climatiques
- nov. 2016 - LYON - UJML3 - IDE - Workshop sur la circulation totale au-delà du contrôle, les déchets et la protection de l'environnement
- déc. 2016 - GRENOBLE - UGA - CUERPI - Colloque international : La propriété intellectuelle en dehors de ses frontières - Intervention sur le thème : la circulation des droits de propriété intellectuelle.

Blog: <http://www.universitates.eu/jsberge/?p=21027>

Full presentation of the project at SSRN: <http://ssrn.com/abstract=2777653> or <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.2777653>

Newsletters:

- [IFITIS / Lettre d'information / Newsletter – 2017\(2\)](#)
- [IFITIS / Lettre d'information / Newsletter – 2017\(1\)](#)
- [IFITIS / Lettre d'information / Newsletter – 2016\(2\)](#)
- [IFITIS / Lettre d'information / Newsletter – 2016\(1\)](#)

2.4. Partenariats en droit international public

2.4.1. Partenariat de Nice

Partenariat sous la conduite du Professeur Doumbé-Billé, sur la sécurité collective, thème de 2017.

2.4.2. Partenariat Utique 2017 : Le droit international actuel est-il sécurisant ?

Financement

Le **PHC-Utique** (Partenariat Hubert Curien – Programme Utique) permet d'allouer aux actions retenues deux enveloppes financières (française et tunisienne, avec Campus France comme opérateur) pour la mobilité des enseignants-chercheurs et de doctorants, auxquelles s'ajoute une subvention logistique.

Rappel du contexte de la coopération

Un accord interuniversitaire lie les Universités de Lyon 3 et Carthage depuis quelques années. Il est d'application générale, impliquant l'ensemble des composantes des deux universités. Il vient institutionnaliser des rapports plus anciens qui se sont noués entre la FSJPST et la Faculté de Droit – Lyon 3. Il est cependant jusque-là limité à des échanges de professeurs, à des participations réciproques aux rencontres scientifiques et à permettre à des étudiants de s'inscrire en Master ou en Doctorat.

C'est donc très naturellement, que dans le champ du droit international, où elle fut expérimentée du reste à l'origine, cette coopération s'est institutionnalisée progressivement entre le CDI et le LR-DIERME (Laboratoire de recherches en droit international et européen et Relations Maghreb-Europe). Les deux centres ont mis en place un partenariat informel depuis 2013 sur la formation à la recherche de leurs doctorants, l'organisation de rencontres scientifiques et l'appui aux activités d'enseignement et d'encadrement. Dans ce cadre, qui prévoit alternativement un séjour des équipes de doctorants, chercheurs et professeurs dans l'une et autre des deux universités, deux rencontres scientifiques ont déjà eu lieu (« Révolutions et Droit international », oct. 2014 ; « Les étrangers devant le droit international », avr. 2015).

Objectif

Dans un ordre international qui se définit dans le cadre d'une relation triangulaire entre paix, sécurité et développement, le champ du droit international se développe aussi par rapport aux interconnexions des dimensions politiques, économiques et humaines du système international.

En ce sens les objectifs du millénaire ont constitué l'un de ces cadres stimulants pour sortir l'humanité de la misère, de la précarité, de l'insécurité et de tout ce qui constitue phénomène « abject et déshumanisant ». Mais le constat est sévère : les menaces sur la paix et la sécurité internationales persistent et envahissent de nouveaux espaces. En effet, le monde est aux prises de nouvelles formes de conflictualité où l'on ne saurait se contenter des seules qualifications politico-juridiques existantes de conflits asymétriques, d'agression, de terrorisme, et encore moins de rivalités de pouvoirs autour des territoires et les ressources pour les résoudre.

La région euro-méditerranéenne est au cœur de ces préoccupations de sécurité mondiale. Elle est même de plus en plus le scénario d'attaques sanglantes contre ses populations civiles, ses équilibres régionaux et ses systèmes de valeurs démocratiques. Paris, Bruxelles, Tunis jusqu'à Bamako, l'état de la région interpelle plus que jamais sur la capacité des États à agir par le droit

contre la déferlante de violence et d'insécurité. Autant de raisons pour s'interroger sur la perception et l'efficacité du droit international actuel à garantir le bien du monde.

Au cœur de dynamiques de plus en plus plurielles (territoriales, culturelles, identitaires, financières) qui s'autonomisent et restructurent l'ordre politico-juridique actuel, les concepts et instruments juridiques de régulation des différends internationaux, de sécurité collective, de gestion de crises, ou de lutte contre les groupes terroristes sont sans cesse mis à rude épreuve. Les États n'ont guère le choix: il faut agir inventer de nouvelles règles d'engagement et surtout envisager autrement les rapport du droit international à la sécurité.

Bien sûr, afin de mieux répondre à ces nouvelles formes de menaces qui s'étendent à divers domaines de la sécurité, de l'immigration, du problème des réfugiés, du réchauffement climatique et des menaces climatiques et biologiques, ou encore des menaces de prolifération des armes légères, les États de la région et les organisations internationales mettent en place de nouvelles formes de stratégies, d'alliances, mais aussi de mesures et de méthodes répressives conventionnelles pour faire face au caractère protéiforme de la menace. Cependant, l'éventail des règles et mesures pratiques prises dans ce sens n'a pas permis d'améliorer sensiblement l'état du monde. Il s'agit actuellement encore d'un droit de fronts alors que la menace est plurielle et diffuse et qui nécessite un pouvoir d'action différencié et plus efficace.

L'ordre international est traversé par des problèmes de qualification, d'application et d'adaptation des composantes du droit international de la sécurité. Dès lors, il est plus que nécessaire de savoir comment il réagit face à ces réalités complexes, transnationales et surtout pluri-dynamiques qui le traversent. En somme, il sera question de savoir si les mécanismes du droit international de la paix et de la sécurité sont à même toujours de porter les objectifs de base de paix, de sécurité, de développement durable et d'humanité.

Séminaires de recherche 2017

Tunis, novembre 2017 – Lyon, décembre 2017.

3. OPÉRATIONS SCIENTIFIQUES

3.1. Colloques, workshops, journées d'études, ateliers de recherche et conférences

3.1.1. Suivi 2017 des opérations organisées en 2016



4 février 2016 – UJML3, Salle Caillemer
Global Phenomena and Social Sciences
in videoconference with the Universidade de São Paulo (USP)

Colloque **CREDIP/EDIEC**, avec le soutien de l'**EDIEC**, de l'IAE Lyon School of Management et de l'**École doctorale de droit ED 492**. **Scientific Committee: J.-S. Bergé**, S. Harnay, U. Mayrhofer, L. Obadia.

Has or is the international phenomenon considered as a whole or through its different demonstrations (notably: globalisation or transnationalisation) transforming from an epistemological standpoint the disciplines of social sciences? To discuss possible answers proposed by specialists of different disciplines, an international workshop is organised in Lyon on Thursday February 4, 2016. The workshop is organised by Jean Moulin Lyon 3 University (Bourgeon project "*Compared and interdisciplinary approaches to international phenomena*") in collaboration (videoconference) with Instituto de Estudos Avançados (IEA) – Universidade de São Paulo.



Les actes (en anglais) sont parus en 2017 chez Springer US :



BERGÉ (J.-S.) (ed). – *Global Phenomena and Social Sciences. An Interdisciplinary and Comparative Approach* (avec S. Harnay, U. Mayrhofer, L. Obadia, eds). – Springer International Publishing, 2017. – 126 p.

Publisher's Presentation: *This book offers new perspectives on global phenomena that play a major role in today's society and deeply shape the actions of individuals, organizations and nations. In a complex and rapidly changing environment, decision-makers need to gain a better understanding of global phenomena to adapt and to anticipate the evolution of the global context. The authors—ten renowned international scholars of anthropology, economics, law, management and political science—propose an interdisciplinary and comparative approach to social sciences. They analyse how international phenomena, such as globalisation or transnationalisation, transform the disciplines of social sciences from an epistemological standpoint. Explaining what 'global' means in difference disciplines, the authors analyse several global phenomena that characterise today's international environment such as the circulation of norms and ideas, the linkages between war and globalization, corporate governance, and the impact of multinational enterprises on sustainable development and poverty reduction. Providing examples of analytical disciplinary approaches and guidelines for decision-makers in a fast-changing global context this book will be useful to scholars and students of anthropology, economics, law, management and political science as well as practitioners in the private and public sectors.*

16 juin 2016 – UJML3, Auditorium André Malraux

Libre prestation de services et détachement de travailleurs au sein de l'UE

Colloque du **Centre de Droit Pénal** (dir. sc. : Bl. Thellier de Poncheville) avec le soutien et la participation du **CEE** et du **CREDIP**.



Les actes sont parus en décembre 2016 : **THELLIER de PONCHEVILLE** (B. de) / dir. – *Libre prestation de services et détachement de travailleurs au sein de l'UE*. – RLDA déc. 2016. – suppl. au n° 121. – 52 p.

3.1.2. Colloques, workshops, journées d'études, ateliers et conférences organisés en 2017



2 février 2017 – UJML3, Bibliothèque Montesquieu

Échanges avec Dan Coenen, Professeur à l'Université de Georgia (États-Unis) sur le droit constitutionnel américain

Rencontre organisée par l'**IDCEL** (dir. sc. : F. Ferrand, L. Francoz Terminal).



2 au 5 février 2017 – La Haye (The Hague University of Applied Sciences)
European Law Moot Court, finale régionale

Juliette Boivineau, Pierre Carrot, Jules Dimondo et Alexandre Raba, étudiants en *M2 Droit européen des affaires*, entraînés et accompagnés par **Gaëlle Marti, Yassine Chattout et Georges Tirel**, ont été qualifiés pour la

finale régionale qui a lieu à La Haye, du 2 au 5 février 2017, au terme de laquelle ils se sont inclinés. L'*European Law Moot Court* est le concours de plaidoiries en droit européen le plus prestigieux au monde. Tous les ans, une centaine des meilleures universités participent à quatre finales régionales. Il s'agit d'un concours bilingue – français et anglais. Le **CEE** apporte à l'organisation du concours un soutien pédagogique et financier.

Case 2016-2017: [Woland v European Central Bank and Woland v National Central Bank of Bezdomy \(Joined Cases M-80/16 and M-230/16\)](#).

3 février 2017 – UJML3, Site Chevreul

Approche pluridisciplinaire des phénomènes : Réflexions croisées sur les méthodes

Journée d'études doctorale internationale **IFITIS IUF / CREDIP-EDIEC** (dir. sc. : J.-S. Bergé)

6 mars 2017 – UJML3, Salle Caillemer
La lutte contre les mariages forcés, version québécoise

Conférence de spécialité **EDD**, **CREDIP**, du Pr. Sylvette Guillemard (Université Laval à Québec).

16 mars 2017 – UJML3, Amphi Huvelin
Conférences LLM Global perspectives on European IP Law



Conférences **LLM** Global perspectives on European IP Law (dir. sc. : E. Treppoz):

- *The Best Practice for Patent Judiciary: Suggestions for UPC from US and Japanese Experiences*, by **Doug Stewart** (Partner, Bracewell LLP, Seattle Office) et **Koji Tauchi** (Deputy Director for IP, JETRO),
- *Unitary Patent, UPC and Brexit Impact: US and Japanese Perspectives*, by **Toshiko Takenaka** (University of Washington School of Law).

17 mars 2017 – UJML3, Salle Caillemer
Droit international privé et circulation totale au-delà du contrôle

Séminaire **IFITIS IUF** / **CREDIP-EDIEC**, avec la participation de chercheurs de Lyon, Louvain-la-Neuve, Nice, Paris-Nanterre, Versailles, Aix-en-Provence (dir. sc. : **J.-S. Bergé**).

23 mars 2017 – ENS Lyon
Circulation totale au-delà du contrôle et données

Séminaire **IFITIS IUF** / **IXXI**, avec la participation de chercheurs de Lyon, Toulouse, Grenoble (dir. sc. : **J.-S. Bergé**).



28 mars 2017 – UJML3, Amphi Huvelin
**La Cour de justice de l'Union Européenne et la
crise de la zone euro**

Phot. : Web TV Lyon 3.

Conférence de spécialité EDD, **IDEA**, **CEE** du Pr.
Constantin Yanakopoulos, à la lumière des jurisprudences les plus
récentes (*Ledra Advertising Ltd*, aff. C-8/15 P, *Mallis et Malli c/ Com. et BCE*, aff. C-105/15 P) (dir. sc.
: **M. Karpenschif**).

La [vidéo](#) (Web TV Lyon 3) de la conférence est en ligne sur la [Web TV de Lyon 3](#).



31 mars 2017 – Luxembourg, Assoc. eur. pour le droit bancaire et financier
**En l'état actuel des textes européens (CRDIV et MiFID 2), conséquences du Brexit pour les
banques exerçant au Royaume-Uni et pour celles exerçant dans les 27 autres États membres de
l'UE**

Conférence de **Blanche Soussi**.

4 mai 2017 – UJML3
Circulation totale au-delà du contrôle et droit privé

Séminaire **IFITIS IUF / Équipe Louis Josserand**, avec la participation de chercheurs de Lyon (dir.
sc. : **J.-S. Bergé**).



4 et 5 mai 2017 – UJML3, Amphi Huvelin
Le Conseil de sécurité et la mer

Colloque organisé par le **CDI**, avec le soutien de l'**EDIEC**, de l'**EDD** et du **SGR** (dir.
sc. : **K. Neri**).

Les actes sont parus aux éditions [Editoriale Scientifica](#) (Naples), avec le soutien
du **SGR** et de l'[Université franco-italienne](#).



11 et 12 mai 2017 – UJML3, Amphi Doucet-Bon *Journées franco-brésiliennes de procédure civile*

Colloque organisé par l'**IDCEC**, avec le soutien de l'**EDIEC** (dir. sc. : F. Ferrand).



8 juin 2017 – UJML3, Salle Caillemer *Identités et intégration européenne : le Brexit en perspective*

Colloque organisé par le **CEE**, avec le soutien de l'**EDIEC**, de l'**EDD** et du **SGR** (dir. sc. : E. Carpano).



8 et 9 juin 2017 – UJML3, Salle Caillemer *L'Espace de liberté, sécurité et justice en questions*

9^e édition des **Ateliers doctoraux du GDR RUEDELSJ**, organisés par le **CREDIP**, avec le soutien de l'**EDIEC** et du **GDR RUEDELS** (dir. sc. : C. Nourissat).



29 septembre 2017 – UJML3, Amphi Huvelin *Le droit européen en défense*

Colloque organisé par le **CDP** et le **CREDIP** (dir. sc. : B. Thellier de Poncheville et C. Nourissat).



10 octobre 2017 – UJML3, Salle des Professeurs
Circulation totale au-delà du contrôle : le cas des personnes

Workshop IFITIS IUF / CREDIP-EDIEC (dir. sc. : J.-S. Bergé).



12 et 13 octobre 2017 – UJML3, Amphi Huvelin
L'exception en droit de l'Union

Colloque organisé par le CEE, avec le soutien de l'EDIEC, de l'EDD et du SGR (dir. sc. : E. Carpano, G. Marti).



Les actes paraîtront en 2018 aux [Presses universitaires de Rennes](#).

9 novembre 2017 – UJML3, Salle CH306
Le Brexit : un tournant dans l'histoire constitutionnelle britannique

Conférence de Chloé Wallace, Professeur de droit public à l'Université de Leeds, organisée par l'IDCEL (dir. sc. : L. Francoz Terminal).

14 et 15 décembre 2017 – UJML3, Salle Caillemer et Salle des Commissions
Le droit international est-il sécurisant ?

Séminaire franco-tunisien organisé par le CDI, avec le soutien du Partenariat Hubert Curien Utique 2017 / Campus France et de l'EDIEC (dir. sc. : St. Doumbé-Billé).

3.2. Communications à des colloques, journées d'études, conférences et séminaires

BERGÉ (J.-S.).

- Participation à la session 4 (dir. J.-L. Halpérin) sur le thème *Transferts, transplants : la (difficile) coexistence des cultures juridiques : de la colonisation à la globalisation*. – Saint-Étienne : Université Jean Monnet, « Approche(s) culturelle(s) des savoirs juridiques », CERCRID, coord. sc. A.-S. Chambost, déc. 2017.
- *Analyse critique du discours de la CJUE sur la circulation (à propos des avis 2/15 et 3/15)*. – Communication. – Québec : Université Laval (Centre de droit international et transnational / org. Ch.E. Côté, S. Guillemard), déc. 2017.
- *L'approche du droit par les phénomènes : le cas des circulations totales au-delà du contrôle*. – Communication. – Québec : Université Laval (Centre de droit international et transnational / org. Ch.E. Côté, S. Guillemard), déc. 2017.
- *Flux au-delà du contrôle*. – Communication. – Lyon : ENS (École thématique « Anthropocène » : Mobilités de notre époque / coord. J. Le Gall, O. Hamant), nov. 2017.
- *Seminar on the « IFITIS » research project – Discussion with Profs F. Salerno, S. Forlati*. – Ferrare : Università degli studi di Ferrara, nov. 2017.
- *Conference on « The Future of « Il ordinamento giuridico »*. – Santi Romano ». – Discussion with Profs F. Salerno, M. Magri. – Ferrare : Università degli studi di Ferrara, nov. 2017.
- *De quoi le droit est-il (aussi) fait ? Réflexions autour de l'approche pluridisciplinaire et comparée des phénomènes complexes de circulation*. – Conférence / org. J.-B. Racine. – Nice : Université de Nice-Côte d'Azur (GREGEG, UMR 7321), nov. 2017.
- *La compétence fondée sur les objets de régulation transnationaux*. – Communication. – Colloque intern. « Le Droit Bancaire et Financier à l'épreuve des Cours Suprêmes » / org. J.-M. Canac, Barreau de Nice, AEDBF Europe ; dir. sc. M. Teller. – Nice : Université de Nice-Côte d'Azur ; AEDBF Europe, nov. 2017.
- *La circulation totale au-delà du contrôle : regard d'un juriste sur la gestion d'un risque invisible*. – Cycle de conférences. oct.-déc. 2017 / org. J.P. Burgess. – Paris : ENS (Chair of Geopolitics of Risk), nov. 2017.
- *Cross-Border Movement and the Law: for a Global Approach*. – Conférence. – The Global Mondays Lecture Series. – Seattle: University of Washington, nov. 2017.
- *Rapport de synthèse*. – Colloque « L'inapplication du droit » / org. R. Le Bœuf, O. Le Bot. – Aix-en-Provence : Aix-Marseille Université (UMR de Droit international, comparé et européen), oct. 2017.
- *Présentation générale du projet et état de la recherche, Full movement of capital, Multidisciplinary approach of border crossing phenomena*. – 3 workshops sur le projet de recherche IFITIS. – São Paulo : USP, sept. 2017.
- *Rapports entre le droit international privé et le droit européen*. – Conférence. – São Paulo : USP, sept. 2017.
- *Les systèmes complexes : quelles utilités pour le droit ? - Rencontres sciences dures et sciences juridiques*. – Séminaire de recherche. – LYON : IXXI, sept. 2017.
- *Séminaire de discussion sur la circulation totale au-delà du contrôle et les personnes* (projet IFITIS). – Lyon : Université Jean Moulin Lyon 3, EDIEC, octobre 2017.
- *Transfert transatlantique de données*. – Conférence. – São Paulo : USP, sept. 2017.
- *Workshops on "Full Movement Beyond Control and the Law" (IFITIS Research project)*. – Herzliya (Israël): IDC Herzliya, Radzyner School of Law, juin 2017.
- *Séminaire de discussion sur la circulation totale au-delà du contrôle et le droit privé* (projet IFITIS). – Lyon : Université Jean Moulin Lyon 3, Équipe de droit privé Louis Josserand, mai 2017.

- *La concurrence normative dans les échanges internationaux*. – Communication. – Séminaire pluridisciplinaire (droit – économie – gestion) / animé par A. Charbonneau, L. Grard et J. Porta. – Projet de recherche NoME : Normes et Mondialisation des échanges. – Bordeaux : CRDEI, mai 2017.
- *Control and the Law: the state of the research for data and capital*. – Conférence sur le projet de recherche IFITIS : Full Movement Beyond. – Rio de Janeiro: UERJ, sept. 2017.
- *Full movement of capital and virtual currencies – Full movement of waste: comparison EU, Brazil, Canada*. – 2 workshops sur le projet de recherche IFITIS. – Brasilia: UNICEUB, Federal Bank, IDP, sept. 2017.
- *Legal Unification in a European Perspective – The Failure of the Uniform Sales Act*. – Communication. – Conférence “Japans Law – French Law: What are the Lessons for Legal Reform?” / org. B. Jaluzot. – Lyon : SciencesPo Lyon; ENS Lyon, mars 2017.
- « *L’espace-temps* » en droit. – Communication. – Séminaire pluridisciplinaire sur le temps. – Lyon : ENS (IXXI), mars 2017.
- *Circulation totale au-delà du contrôle et droit*. – Conférence. – Tunis : Université de Carthage (Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales), janv. 2017 (Projet IFITIS).
- *Full Movement Beyond Control and the Law*. – Conférence. – Tokyo: Keio University, janv. 2017 (IFITIS Research project).
- *Recent Trends in Free Trade and Implications on IP: the Issue of the Brexit*. – Présentation. – Symposium on “Globalization of Japanese Companies and International Corporate Legal Practice Focus on Tax and IP Issues”. – Tokyo: Keio University, janv. 2017.
- *Global Studies, Global Students, Global Lawyers: an European Perspective*. – Présentation. – Meeting “Legal Education: Present and Future Global Changes”. – Tokyo: Keio University, janv. 2017.
- *Full Movement Beyond Control and the Law*. – Conférence. – Osaka; Kyoto: Osaka University Ritsumeikan University, janv. 2017 (IFITIS Research project).
- *La recherche en droit, pour quoi faire ? Réflexion d’étape sur le projet IFITIS*. – Conférence. – Strasbourg : ED Droit, Science politique et Histoire, janv. 2017.
- *Figures du juriste global*. – Intervention. – « États généraux de la recherche sur le droit et la justice » – Paris : GIP Justice, MESR, Ministère de la Justice, ENM – CNRS, janv. 2017.

CARPANO (E.).

- *Les figures de l’exception en droit de l’Union*. – Communication. – Colloque « L’exception en droit de l’Union européenne » / dir. E. Carpano, G. Marti. – Lyon : CEE, 12-13 oct. 2017.
- *Présentation générale*. – Colloque « Identités et intégration européenne : le Brexit en perspective » / dir. E. Carpano. – Lyon : CEE, 8 juin 2017.
- *Les rapports entre l’Union européenne et le Royaume-Uni après le Brexit*. – Communication. – Colloque « Identités et intégration européenne : le Brexit en perspective » / dir. E. Carpano. – Lyon : CEE, 8 juin 2017.

CRAVAREZZA (A.), COMBET (M.). – *Brexit, Finance et gouvernance économique*. – Communication. – Colloque « Identités et intégration européenne : le Brexit en perspective » / dir. E. Carpano. – Lyon : CEE, 8 juin 2017.

DOUMBÉ-BILLÉ (St.). – *Propos d’ouverture*. – Communication. – Colloque « Le Conseil de sécurité et la mer » / dir. K. Neri. – Lyon : CDI, 4-5 mai 2017.

FERRAND (F.).

- *Les tendances hypermodernes en procédure civile étrangère – Quel procès civil pour demain ?* – Conférence. – Paris : Cour de cassation, 1^{er} décembre 2017.
- *Der Streitgegenstand im französischen Recht.* – Conférence en allemand (*L'objet du litige en procédure civile française*). – Tokyo : Université Keio, 31 octobre 2017.
- *Geheimnisse und Widersprüche der Rechtskraftlehre im französischen Recht.* – Conférence en allemand (*Mystères et contradictions de la théorie de l'autorité de la chose jugée en droit français*). – Tokyo : Université Meiji, 30 octobre 2017.
- *Die Rechtskraft im französischen Zivilverfahrensrecht.* – Conférence en allemand (*L'autorité de chose jugée en procédure civile française*). – Munich : Université Ludwig Maximilian, 10 juillet 2017.
- *Motivation des jugements et force obligatoire des précédents – Le pouvoir normatif de la jurisprudence, regard français.* – Communication. – 2^{èmes} Journées franco-brésiliennes de procédure civile. – Lyon : IDCEL, 11 mai 2017.

FERRARI-BREEUR (Ch.).

- *La formazione del giudice amministrativo in Francia.* – Communication en italien. – Colloque "la Formazione del giudice". – Milano : Università Bocconi, 13 nov. 2017.
- *L'assurance des objets d'art des personnes publiques.* – Communication. – Colloque « Assurance et marché de l'art ». – Paris : IAP Sorbonne ; IRJS Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 21 déc. 2017. – Actes à paraître dans la revue *IP/IT Dalloz*.

GRANGEON (J.). – *Le marché intérieur après le Brexit ?* – Communication. – Colloque « Identités et intégration européenne : le Brexit en perspective » / dir. E. Carpano. – Lyon : CEE, 8 juin 2017.

KARPENSCHIF (M.). – *Les exceptions à la libre concurrence.* – Communication. – Colloque « L'exception en droit de l'Union européenne » / dir. E. Carpano, G. Marti. – Lyon : CEE, 12-13 oct. 2017.

LE BAUT FERRARESE (B.).

- *Les « questions » entre juges dans l'ordre juridique de l'Union européenne : entre procédures d'exception et procédures exceptionnelles.* – Communication. – Colloque « L'exception en droit de l'Union » / dir. E. Carpano, G. Marti. – Lyon : CEE, 12-13 oct. 2017.
- *« Énergies marines renouvelables » et droit de l'UE : entre assimilation et adaptation.* – Communication. – Colloque « Les soixante ans du traité de Rome : l'UE et la mer » / dir. A. Cudennec). – Université de Bretagne Occidentale (UMR AMURE/Centre de droit et d'économie de la mer), 23-24 nov. 2017.
- *Une politique européenne de l'énergie pour une société plus durable.* – Rapport de table ronde. – Colloque « Quelle(s) politique(s) de l'énergie en Europe pour quel modèle de société ? ». – Assoc. Europa-Conseil régional Nouvelle Aquitaine, 24 nov. 2017.

LEKKOU (E.). – *Le Brexit, fin du projet européen ?* – Conférence. – Erevan : UFAR, 19 oct. 2017.

MARTI (G.). – *L'exception fondée sur l'identité constitutionnelle, reflet de la spécificité de l'UE.* – Communication. – Colloque « L'exception en droit de l'Union européenne » / dir. E. Carpano, G. Marti. – Lyon : CEE, 12-13 oct. 2017.

MIGAZZI (C.). – *L'obligation d'assistance en mer et la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité.* – Communication. – Colloque « Le Conseil de sécurité et la mer » / dir. K. Neri. – Lyon : CDI, 4-5 mai 2017.

NERI (K.).

- *Le droit de l'UE : un droit d'exception ? (Le regard de l'internationaliste)*. – Communication.
- Colloque « L'exception en droit de l'Union européenne » / dir. E. Carpano, G. Marti. – Lyon : CEE, 12-13 oct. 2017.
- *Rapport introductif*. – Colloque « Le Conseil de sécurité et la mer » / dir. K. Neri. – Lyon : CDI, 4-5 mai 2017.

NOURISSAT (C.). – *L'invocation en défense du droit de l'Union européenne*. – Communication. – Colloque « Le droit européen en défense ». – Lyon : CDP, CREDIP, 29 sept. 2017.

NTWARI (G.-F.). – *Le rôle de l'Union africaine dans la mise en œuvre des résolutions maritimes du Conseil de sécurité*. – Communication. – Colloque « Le Conseil de sécurité et la mer » / dir. K. Neri. – Lyon : CDI, 4-5 mai 2017.

PAILLER (L.).

- *La réception en France des outils de transmission inconnus en droit interne*. – Communication. – Colloque « Transmissions hors succession (aspects internes et internationaux) ». – ACNODE, l'ARNU-Lyon, Chaire notariale européenne Lyon 3, 28 nov. 2017.
- *Le juge judiciaire et le droit au respect de la vie privée : aspects de droit international privé*. – Communication. – Colloque « Transversales Lyon 2. Vie privée : quelle protection par le juge ? ». – Lyon : équipe Droit, Contrats et Territoires, 24 nov. 2017.
- *La circulation des statuts familiaux entre la France, l'Italie et la Suisse*. – Communication. – Université notariale de Franche-Comté, 3 nov. 2017.
- *Le reflux des éléments de contrôle des situations valablement acquises à l'étranger : l'exemple de la gestation pour autrui*. – Communication. – Séminaire de recherche « La circulation totale au-delà de tout contrôle », Projet IFITIS, Lyon, 10 oct. 2017.
- *Les conventions sur les présomptions*. – Conférence d'intégration. – Lyon : Université Jean Moulin Lyon 3, 10 octobre 2017.
- *La prise en compte des lois de police par les autorités sportives*. – Communication. – Séminaire de recherche « Normes étatiques et normes sportives : confrontation ou esprit d'équipe ? ». – Lyon : Équipe Louis Jossierand, Université de Sao Paulo, Lyon, 3 oct. 2017.

RENNO (T.). – *The exercise of criminal jurisdiction by States on the persons intercepted at sea, the Example of France*. – Communication. – Colloque « Le Conseil de sécurité et la mer » / dir. K. Neri. – Lyon : CDI, 4-5 mai 2017.

SOUSI (B.).

- Présidence de séance. – Colloque « Le droit bancaire et financier à l'épreuve des Cours suprêmes », Assoc. eur. pour le droit bancaire et financier-AEDBF Europe. – Nice : 17 nov. 2017.
- *Le Règlement général sur la protection des données – Présentation générale*. – Communication. – Comité consultatif du secteur financier, Réunion du Groupe Europe. – Paris, 10 oct. 2017.
- *Le Brexit : conséquences pour les banques au vu des textes actuels de droit bancaire européen*. – Conférence. – Association européenne pour le droit bancaire et financier (Section du Luxembourg). – Luxembourg, 31 mars 2017.

SURREL (H.). – *Le juge de l'Union et le droit au respect de la vie privée.* – Communication. – Colloque « Vie privée : quelle protection par quel juge ? ». – Lyon : Université Lyon 2 (Faculté de droit), 24 nov. 2017.

4. ORGANISATION ET VIE DE L'EDIEC

4.1. Soutenances de thèses, habilitations à diriger des recherches

- **BELOT Dimitri.** – *La durée de protection en droit d'auteur et droits voisins.* – Thèse dirigée par le Professeur **Édouard Treppoz**, soutenue le 13 juin 2017.
- **CORSO Cécile.** – *Les conventions bilatérales franco-marocaines à l'épreuve de l'europanisation du droit. Étude de droit international privé de la famille.* – Thèse dirigée par **Alain Devers**, Maître de conférences HDR, soutenue le 27 septembre 2017.
- **DURAND Étienne.** – *Électricité de source renouvelable et droit du marché intérieur.* – Thèse dirigée par les Professeurs **Michaël Karpenschif** et **Bernadette Le Baut-Ferrarese**, soutenue le 1^{er} décembre 2017.
- **GREIL ép. ARCHINARD Bérengère.** – *Lois de police et conflits de juridictions (Essai sur la coordination des systèmes à l'aide de la notion d'ordre juridique prépondérant).* – Thèse dirigée par le Professeur **Louis d'Avout**, soutenue le 4 juillet 2017.
- **GUICHARD Pamela.** – *Arbitrage commercial international et intérêts étatiques. Avantages de la convention d'arbitrage internationale mixte.* – Thèse dirigée par **Alain Devers**, Maître de conférences HDR, soutenue le 5 janvier 2017.
- **JURY Fabrice.** – *L'efficacité du service public.* – Thèse dirigée par le Professeur **Michaël Karpenschif**, soutenue le 7 décembre 2017.
- **KARDIMIS Theofanis.** – *La chambre criminelle de la Cour de cassation face à l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme : Étude juridictionnelle comparée (France-Grèce).* – Thèse dirigée par le Professeur **Cyril Nourissat**, soutenue le 27 janvier 2017.
- **LAHOUAZI Mehdi.** – *Le développement des modes alternatifs de règlement des différends dans les contrats administratifs.* – Thèse dirigée par le Professeur **Michaël Karpenschif**, soutenue le 24 novembre 2017.
- **MIGAZZI Caroline.** – *Le droit international face aux défis énergétiques contemporains.* – Thèse dirigée par le Professeur **Stéphane Dombé-Billé**, soutenue le 6 avril 2017.
- **NERI Kiara.** – **Habilitation à diriger des recherches**, 4 mai 2017.

4.2. Prix, distinctions et nominations

1^{er} septembre 2017

- Nomination de **Gérard Ngoumtsa Anou** en qualité de Professeur de droit privé à l'Université de Perpignan Via Domitia.
- Nomination de **Bernadette Le Baut-Ferrarese** en qualité de Professeur de droit public à l'Université Jean Moulin Lyon 3.
- Nomination de **Bernadette Le Baut-Ferrarese** en qualité de Directrice pédagogique adjointe de la licence en droit – Campus de Bourg-en-Bresse.

- Nomination de **Ludovic Paillet** en qualité de Maître de conférences de droit privé à l'Université Jean Moulin Lyon 3 (**CREDIP**).
- Nomination de **Éric Carpano** en qualité de Directeur du **CEE**.
- Nomination de **Gaëlle Marti** en qualité de Directrice adjointe du **CEE**.

Octobre 2017

- Nomination de **Stéphane Doumbé-Billé** au groupe d'experts internationaux pour l'élaboration d'un pacte des Nations Unies sur l'environnement, porté par M. Laurent Fabius, Président de la COP 21 de Paris, et soutenu officiellement par la France à la 3^e session de l'Assemblée de l'ONU.

13 novembre 2017

- Nomination de **Blanche Sousi** comme membre titulaire du Comité consultatif du secteur financier, au titre des personnes choisies en raison de leur compétence, mandat renouvelé par arrêté du ministre de l'Économie et des Finances du 13 novembre 2017, JO 21 nov. 2017.

11 décembre 2017

- Proposition unanime de renouvellement de la nomination de **Frédérique Ferrand** en qualité de la Directrice de l'**EDIEC**.

4.3. Support pour les masters et les doctorats

4.3.1. Masters adossés

L'Équipe est le support scientifique des mentions **Droit européen** et **Droit international**, qui comprennent 3 Masters :

- le **Master Droit européen des affaires** (responsables pédagogiques : Professeurs Éric Carpano et Bernadette Le Baut-Ferrarese, EDIEC-CEE) ;
- le **Master Droit international public** (responsable pédagogique : Professeur Stéphane Doumbé-Billé, EDIEC-CDI), avec le projet de mobilité réciproque avec le Master de la Faculté de Droit de l'Université de Tunis, dirigé par le Professeur Haykel Ben Mahfoudh ;
- le **Master Droit privé international et comparé** (responsable pédagogique : Professeur Malik Laazouzi, EDIEC-CREDIP).

Depuis 2012, la **collection « Les mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé »** met en ligne les meilleurs mémoires des Masters adossés à l'Équipe.

Ainsi deux nouveaux volumes ont-ils été publiés cette année :

Yolal (Emrullah). – [Le coup d'État en droit international](#). – Mémoire de Master Droit international public / sous la direction de Sandrine Cortembert, Maître de conférences. – Lyon : Équipe de Droit International, Européen et Comparé, 2017. – 218 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé : n° 15).

Guérin (Antoine). – [Aspects juridiques européens de la situation migratoire à Calais](#). – Mémoire de Master Droit européen des affaires / sous la direction de Marie-Laure Basilien-Gainche, Professeur. – Lyon : Équipe de Droit International, Européen et Comparé, 2017. – 135 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé : n° 16).

4.3.2. European Joint Master Programme Policing in Europe

Cette formation, entièrement financée (1 million d'euros sur 4 ans) par une agence européenne (CEPOL, Collège européen de police), réunit 21 établissements d'enseignement supérieur ou académies de police de 13 pays différents, le tandem UJM Lyon3 – ENSP formant la partie française du projet avec l'appui du GDR CNRS RUEDELS. Elle est destinée à des officiers supérieurs de police venus des différents États membres. Chaque promotion de 2 ans est organisée autour de 7 modules dispensés en anglais dans des pays différents (Lyon assure l'un deux).

4.3.3. Doctorats

L'EDIEC soutient les activités des **doctorants** dirigés par les enseignants-chercheurs des quatre centres de recherche qui la composent, le CDI, le CEE, le CREDIP et l'IDCEL.

Depuis 2016, l'Équipe consacre 7 % de sa dotation aux déplacements de ses doctorants consacrés à leurs activités de recherche en leur apportant un cofinancement, et cela indépendamment des crédits généraux ou budgets spécifiques mobilisables par les quatre centres de recherche.

4.4. Documentation scientifique

4.4.1. Fonds documentaire de l'EDIEC

La mise à disposition du public des ouvrages et des périodiques est l'une des activités de l'EDIEC.

En effet, l'unité de recherche est le **support scientifique** de 3 Masters (*Droit européen, Droit international public, Droit privé international et comparé*) et le fonds est rendu accessible aux étudiants à partir du Master.

La Bibliothèque Montesquieu-EDIEC, **bibliothèque associée** au [Service Commun de la Documentation \(SCD\)](#), dispose du plus important fonds de monographies et d'ouvrages de droit après les bibliothèques centrales, avec **6 544 ouvrages** au 31/12/2017. La localisation des ouvrages du fonds s'effectue par le [catalogue général](#) des bibliothèques de Lyon 3.

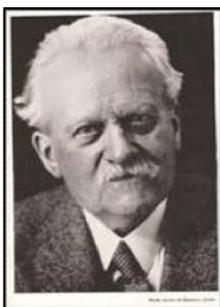
Intégré à la Bibliothèque Montesquieu, le fonds documentaire du CEE est **agréé par l'Union européenne** ([Office des publications de l'Union européenne](#), OPUE, Luxembourg), avec [36 autres établissements d'enseignement supérieur et de recherche de France](#). Ainsi est-il chargé de l'information sur l'intégration européenne à Lyon. Le CEE est ainsi assujéti à trois obligations :



Être dépositaire de documents d'information officielle en version papier et/ou électronique et les mettre à disposition du public : enregistrement, stockage, classement, accueil et orientation du public, gestion du prêt ;
Acquérir des **ouvrages** et s'abonner à des **revues thématiques européennes** : commande, enregistrement, classement, accueil et orientation du public, gestion du prêt ;
Permettre la **consultation des bases de données spécialisées et de sites institutionnels Internet**.

La localisation des ouvrages par le logiciel Koha permet de rendre visible nationalement le fonds, consultable notamment par l'intermédiaire du **Système Universitaire de Documentation (SUDOC)**.

4.4.2. Fonds documentaire de l'Institut de Droit Comparé Édouard Lambert



Héritière du riche fonds constitué par **Édouard Lambert**, la bibliothèque possède d'importantes collections en droit anglais et en droit américain, lesquels sont régulièrement actualisés. Le fonds de droit allemand est également bien développé. La présence des principales collections de textes législatifs, de jurisprudence, de grandes revues et d'ouvrages de référence permet de faire des recherches de base en droit allemand, droit américain et droit anglais. Les ressources sont encore limitées en droit espagnol et en droit italien et très éparpillées s'agissant des autres droits étrangers. En plus des collections relatives aux droits étrangers, l'Institut est abonné aux grandes revues de droit comparé et achète la plupart des ouvrages



paraissant dans cette discipline. L'Institut est abonné à *LEXIS*, qui donne accès en ligne à l'ensemble de la législation, réglementation et jurisprudence de tous les pays de langue anglaise. Les liens répertoriés sur l'ordinateur de la bibliothèque donnent accès aux textes législatifs étrangers et à de nombreux sites étrangers.

1) Périodiques de droit comparé ou de droit international

- * Annuaire de Législation Française et Étrangère (1952-1989).
- * Bibliographie mensuelle de la Bibliothèque des Nations Unies (1986 – 1997)
- * Bibliothèque de l'IDC de Lyon (48 tomes). Accès réservé.
- * Cahiers Juridiques et Fiscaux de l'Exportation (1989 - 1999)
- * Collection Jupiter : composée de trois tomes : contrats et statuts, distribution, sociétés. Collection mise à jour régulièrement, recense les textes législatifs en vigueur dans les principaux pays européens, dans le domaine du droit des affaires. Les textes sont proposés en français et dans leur langue d'origine.
- * Comparative Juridical Review (1964 - 1994)
- * Comparative Law (Nihon University Tokyo) (1992 -)
- * European Review of Private Law (2000 -)
- * International Center for Comparative Law and Politics Review (revue de l'université de Tokyo), (1999 -)
- * International Encyclopaedia of Comparative Law.
- * Journées de la Société de Législation Comparée (1985 - 1995)
- * Jugoslovenska revija za meduna pravo (1990 - 1994)
- * Jurisclasseur Périodique Droit Comparé.
- * Revue de Droit Comparé - Comparative Law Review (Institut Japonais de Droit Comparé, 1956 -)
- * Revue de Droit International et de Droit Comparé (Institut Belge de Droit Comparé, 1950 -)
- * Revue de droit uniforme (1987 -)
- * Revue hellénique de droit international (1989 -)
- * Revue Internationale de Droit Comparé (1949 -) anciennement : Bull. mens. de la Société de Législation Comparée (1914-1948)
- * Revue roumaine des sciences juridiques (1987 - 1998)
- * Sladitzs' Bibliography on foreign and comparative law (1953- 1990)
- * The American Journal of Comparative Law (1952 -)
- * The International and Comparative Law Quarterly (1961 -)

2) Périodiques de droit américain

- * Cornell Law Review (1950 -)
- * Harvard Law Review (1971 -)
- * Northwestern University Law Review (1953 -)
- * Supreme Court Reporter (1883 - 1998)
- * Tulane European and Civil Law Forum (1973 -)
- * Tulane Law Review (1977 -)
- * Yale Journal of Law and the Humanities (1992 -)
- * Yale Law Journal (1973 -)

3) Périodiques de droit anglais

- * Encyclopédie juridique Halsbury's Laws of England (abonn. en cours).
- * Halsbury's Statutes.

- * Cambridge Law Journal (1921 -)
- * Modern Law Review (1937 -)
- * The Law Quarterly Review (1935 -)
- * The Law Reports : - The Weekly Law Reports (1972 -)
- * Appeal Cases (1865-)
- * Chancery and Family Division (1865 -)
- * Queen's Bench Division (1865 -)
- * Year Books (accès réservé)

4) Périodiques de droit allemand

- * Archiv des öffentlichen Rechts (1971 - 1993)
- * Archiv für die civilistische Praxis (1971 -)
- * Entscheidungen des Bundesgerichtshofes in zivilsachen.
- * Entscheidungen des Bundesverfassungsgerichts (1952-)
- * GRUR international Gewerblicher Rechtsschutz und Urheberrecht internationaler teil (1966 – 1999)
- * Jahrbuch für Ostrecht (1974 - 1992)
- * Leibholz Rinck Hesselberger Grundgesetz (1993 -)
- * Maunz-Durig Grundgesetz Loseblatt (2001 -)
- * Monatsschrift für deutsches Recht (1948 -)
- * Nachschlagewerk des Bundesverfassungsgerichtshofs (Lindenmaier Möhing) (1986 -)
- * Neue juristische Wochenschrift (1973 -)
- * Rabel Zeitschrift für ausländisches und internationales Privatrecht (1971 -)
- * Zeitschrift für das gesamte Familienrecht (1967 -)
- * Zeitschrift für Rechtspolitik (1968 -)

5) Périodiques de droit espagnol

- * Revista jurídica de Catalunya (1989 -)
- * Themis de derecho (1986 -)

6) Périodiques de droit italien

- * Rivista di diritto civile (1999 -)
- * Rivista trimestriale di diritto e procedura civile (1973 -)
- * Studi urbinati (1968 - 1996)

7) Autres périodiques

- * Annales de la Faculté de Droit de Louvain (Belgique) (1969 – 1994)
- * General Report on the Activities of the European Communities (Union européenne) (1988 - 1997)
- * Kobe University Law Review (Japon) (1993 -)
- * Osaka University Law Review (Japon) (1995 -)
- * Reports of Cases before the Court of Justice of the European Communities (Union européenne) (1986 - 1999)
- * Revue critique de jurisprudence belge (Belgique) (1966 -)
- * Revue Juridique Thémis (Canada) (1969 -)
- * Revue de la Common law en français (2002 -)
- * Revue de droit suisse (1972 - 1992)

Le Fonds numérisé Édouard Lambert

La totalité des documents numérisés du Fonds Édouard Lambert, sous la direction de **Laurence Francoz Terminal**, Maître de conférences en droit privé et Directrice adjointe de l'IDCEL, sont désormais en ligne sur le site web de l'IDCEL ([Fonds Édouard Lambert](#)) :

1895 – *De l'exhérédation et des legs au profit d'héritiers présomptifs. Le droit de succession en France, son fondement, sa nature*, Paris, V. Giard & E. Brière, 1895. xvi+818 pp. : pp. 1-151, pp. 152-319, pp. 320-485, pp. 486-651 et 652-818.

1900 – « Une réforme nécessaire des études de droit civil », *Revue internationale de l'enseignement* 40 (1900), 216-243.

1901 – «La tradición romana sobre la sucesión de formas del testamento ante la historia comparada», Extrait de la *Revista de legislación*, Madrid 1903, pp. 539-553. Traduction: Enrique García Herreros.

1903 – «L'histoire traditionnelle des XII Tables et les critères d'inauthenticité des traditions en usage dans l'école de Mommsen», *Mélanges Ch. Appleton. Études d'histoire du droit dédiées à M. Charles Appleton à l'occasion de son XXV anniversaire de professorat*, Lyon, Rey Imprimeur-Éditeur, Paris, Librairie A. Rousseau, 1903, pp.502-626.

1904 – «Le droit civil et la législation ouvrière. La fonction dynamique de la jurisprudence et l'interprétation sociologique du droit», *Le droit civil et la législation ouvrière*, Paris 1904, pp.152-463.

1905 – «Conception générale, définition, méthode et histoire du droit comparé. Le droit comparé et l'enseignement du droit», transcription de l'intervention de E. Lambert, *Congrès international de droit comparé, tenu à Paris du 31 juillet au 4 août 1900. Procès-verbaux des séances et documents*, vol. I, Paris, LGDJ, 1905, pp.26-61.

1906 – *Les Inégalités de Classe en Matière d'Électorat Politique. La théorie et la pratique de la révision des listes électorales. Les abus et leurs remèdes. La révision des listes électorales dans le Rhône en 1906*. Coll. L'oppression des humbles par le droit et les méfaits de l'individualisme. Essais de Critique Législative et de Politique Juridique, Paris, V. Giard & E. Brière, 1906. 62 pp.

1913 – É. LAMBERT et al. Notes sur un prétendu conflit entre les principes du statut personnel et le système de la transcription. – *L'Égypte contemporaine*, t. 4, janv. 1913, p. 207-224.

1919 – *L'enseignement du droit comparé. Sa coopération au rapprochement entre la jurisprudence française et la jurisprudence anglo-américaine*, Annales de l'Université de Lyon. Nouvelle série, II. Droit, Lettres - Fascicule 32, Lyon, A. Rey Imprimeur-Éditeur, Paris, Librairie A. Rousseau, 1919, 118 pp.

1921 – *Le Gouvernement des juges et la lutte contre la législation sociales aux États-Unis. L'expérience américaine du contrôle judiciaire de la constitutionnalité des lois*, Paris, Marcel Giard & Cie., 1921. 276 pp. : pp 1-135 et pp. 136-276. *Faculté de Droit de Lyon. L'Institut de Droit Comparé. Son programme. Ses méthodes d'enseignement. Leçon faite à la séance d'inauguration*, Lyon, A. Rey Imprimeur, 1921, 27 pp.

1922 – «L'information juridique du commerce extérieur», *Bulletin de la Société de législation comparée* vol51, 1922, pp.63-77. «Séance du mardi 5 juillet 1922. Le Congrès des juristes de Poznan et l'influence française en Pologne» Exposé de M. Lambert, *Bulletin de la Société de législation comparée* vol51 1922, pp. 222-229. Note sous l'arrêt Cour Suprême des États-Unis 5 juin 1922, *D.* 1922, pp.153-159.

1923 – «Les tendances à l'unification du droit aux États-Unis, 1868-1922», *Bulletin de la Société de législation comparée* vol. 52 1923, pp.135-165.

«Les débuts du reportage de loi internationale. Le Dor et la Revue internationale du travail», *Bulletin de la Société de législation comparée* vol 52 1923, pp.369-378.

« Préface », in Jackson H. Ralston, *Le droit international de la démocratie*, Collection internationale des juristes populaires Tome 1, traduit de l'anglais par Henri Marquis, Paris, Marcel Giard 1923. xix+180pp.

«René Hoffherr, Le boycottage devant les cours anglaises 1901-1923, Tome IV de la Bibliothèque de l'Institut de droit comparé de Lyon 1923» (note de lecture) *Bulletin de la Société de législation comparée* vol.52 1923, pp.398-399.

1924 – «Le rôle français d'un recueil de cas juridiques choisis», *Revue Internationale de l'enseignement* vol.78 1924, pp. 336-340 «Préface», in Georges Cornil: *Le droit privé. Essai de sociologie juridique simplifiée*, Collection Internationale des juristes populaires Tome 2, Paris, Marcel Giard 1924. xii+147 pp.

1926 – «Les sources et l'interprétation de la législation du travail en France» (en collaboration avec Paul Pic y Pierre Garraud), *Revue Internationale du travail* 14 (1926), pp.1-36.

«The Sources and the Interpretation of Labour Law in France», *International Labour Review* 4 (1926), pp1-36.

«Les publications tchécoslovaques de liaison scientifique internationale et les enquêtes de l'Istituto per l'Europa Orientale de Rome», *Bulletin de la Société de législation comparée* 1926, pp.158-180.

«Préface», in Yehia Tag-Eldine: *Le dol français et la misrepresentation anglaise. Contribution à l'étude de la théorie du consentement et de ses vices*, Collection de la Bibliothèque de l'Institut de droit comparé série centrale Tome 16 Paris, Marcel Giard, 1926. viii+280 pp. : pp. 1-137 et pp. 138-280.

«Préface», in Emmanuel Lévy, *La Vision Socialiste du Droit*, Collection Internationale des juristes populaires Tome 3, Paris, Marcel Giard, 1926. xvi+183pp.

1928 – «Le droit commun de la Société des Nations. Ses organes actuels. Ses organes à venir (le besoin d'une Faculté de Droit internationale)», *Mémoires de l'Académie internationale de droit comparé Tome I*, Hermann Sack, Sweet & Maxwell, Marcel Rivière 1928, pp. 126-157.

1929 – «The case method in Canada and the possibilities of its adaptation to the civil Law» (en collaboration avec Max J. Wasserman) *Yale Law Journal* vol 39(1) 1929, pp1-21.
«Le droit comparé et la formation d'une conscience juridique internationale». Discours prononcé à la séance de rentrée de l'Université, *Revue de l'Université de Lyon* 1929, pp. 441-463.

1932 – «Coopération universitaire internationales et rapprochement franco-allemand. (L'objet général de ce fascicule)», *Revue de l'Université de Lyon* vol 5, 1932, pp.1-22.

1933 – «Les orientations nouvelles du droit», *Právník* vol 72 (1933), pp.617-630.
«Une fuite dans les institutions de paix. Le libre jeu des représailles et l'embargo punitif sur les marchandises», Article en deux parties, *Revue de l'Université de Lyon* vol 6 (1933), pp.471-490 et vol.7 (1934), pp.21-67.

1934 – «Le rôle d'un Congrès international de Droit Comparé en l'an 1931», Rapport présenté par E.Lambert à la séance solennelle de l'Académie internationale de droit comparé, La Haye 1^{er} août 1929 sous la présidence de M. Antonio S. Bustamante", *Mémoires de l'Académie internationale de Droit Comparé*, Tome II première partie. Paris Librairie du Recueil Sirey, 1934, pp.461-480

1935 – «Le contrôle de la constitutionnalité des lois. Le juge de la constitutionnalité», *Encyclopédie française*, sous la direction de Lucien Febvre, Paris, Comité de l'Encyclopédie française 1935, vol10A : *L'État moderne*, fasc. 10.63, pp. 3-7.

1936 – *Les embargos sur l'importation et l'exportation des marchandises. Leurs effets sur les contrats en cours. Sanctions collectives et représailles individuelles*, Collection de la Bibliothèque de l'Institut de droit comparé série centrale Tome 40, Paris, LGDJ, 1936. 87 pp.
«Le Recueil International de la Jurisprudence de Travail» *Bulletin de la Société de Législation Comparée* vol 65 (1936) pp.354-360.
«Préface», in André Magnillat: *Conventions collectives de travail et arbitrage. Leurs aspects pratiques. Essai. Aux patrons, aux ouvriers*, Paris, LGDJ, Novembre 1936, 31 pp.

1937 – «Avertissement au lecteur», in H. Mankiewicz: *La conception national-socialiste du sens de la vie et du monde (Weltanschauung). Son rôle - Ce qu'elle travaille à détruire*, coll Publication de l'Institut droit comparé de Lyon sur le national socialisme allemand, ses doctrines et leurs réalisations Tome 1 (collection qui ne contient qu'un seul tome), Paris, LGDJ, 1937. xxiv+248 pp. : pp. 1-113 et 114-248.

1938 – «L'esprit oriental des travaux de l'École française de droit de Beyrouth», *Livre du vingt-cinquième anniversaire de l'École française de Droit de Beyrouth. Mélanges à la mémoire de Paul Huvelin*, Paris, Recueil Sirey, 1938, pp. 175-187
«Préface» in Émile Tyan: *Histoire de l'organisation judiciaire en Pays d'Islam*, Tome I, coll. Annales de l'Université de Lyon, Paris, Librairie du Recueil Sirey 1938. xvi+530 pp.

1939 – «Activité des centres de Droit comparé. Notice sur le nouvel Institut de Droit Comparé de Córdoba», *Bulletin de l'Institut de Droit Comparé* 2 (1939), pp.69-72.

1940 – «Objet et contenu de ce numéro du Bulletin de l'Institut de Droit Comparé de Lyon», *Bulletin de l'Institut de Droit Comparé de Lyon* 3 (1940), pp.1-20.
«L'emploi du Droit Comparé dans le Droit et l'Économie administratifs. Contribution ibéro-américaine à son étude», *Bulletin de l'Institut de Droit Comparé de Lyon* 3 (1940), 71-86.
«El Instituto de derecho comparado de Córdoba», in Alberto M. Justo, *Perspectiva de un programa de derecho comparado*, Buenos Aires, El Ateneo, 1940, pp. 57-63.

4.5. Site web



Ouvert le 1^{er} septembre 2012 et hébergé par l'Université Jean Moulin Lyon 3, notre site web présente la double particularité d'être **trilingue** (français, allemand, anglais) et d'avoir été **financé par les contributions** des quatre centres de recherche de l'Équipe : il constitue un portail fédératif, présentant les projets et activités scientifiques de ses membres, enseignants-chercheurs et doctorants.

1. Nombre cumulé de visites (1^{er} sept. 2012 – 31 déc. 2017) :

2012 (4 ^e trim.)	2013	2014	2015	2016	2017	Nbre cumulé de visites
1 314 visites 839 visiteurs uniques	4 921 visites 3 748 v.u.	4 264 visites 3 218 v.u.	4 032 visites 3 004 v.u.	3 447 visites 2 296 v.u.	1 891 visites 1 207 v.u.	19 869 visites 14 106 v.u.

2. Sources des visites (données cumulées depuis le 1^{er} sept. 2012)¹ : 168 sources (160 en 2016)

Google	51,58 % des visites
Direct	19,17 % des visites
EDD Site référent	9,38 % des visites
Google Site référent	5,78 % des visites
UJML3 Site référent	3,19 % des visites
<i>Autres sources</i>	10,9 % des visites ↓

3. Origine géographique des visites (d. cumulées depuis le 1^{er} sept. 2012) : 139 pays (132 en 2016)

France	74,71 % des visites
Italie	1,56 % des visites
Allemagne	1,53 % des visites
Algérie	1,36 % des visites
Belgique	1,28 % des visites
<i>Autres pays</i>	19,56 % des visites ↓

4. Répartition des visites / pages depuis la création du site (d. cumulées depuis le 1^{er} sept. 2012) :

Accueil	19,99 % des visites
CREDIP Présentation	7,08 % des visites
EDIEC Présentation	6,12 % des visites
EDIEC Recherche	4,83 % des visites
IDCEL Présentation	3,85 % des visites
<i>Autres pages</i>	58,138 % des visites ↓

¹ Les données statistiques exploitées par cette rubrique sont générées par *Google Analytics*.

4.6. Moyens financiers (budget primitif 2018)

L'EDIEC consacre **80 % de sa dotation annuelle** (part de la SCSP versée par le MESR à l'établissement) à son **activité scientifique** (opérations et documentation) et 20 % à son **fonctionnement**.

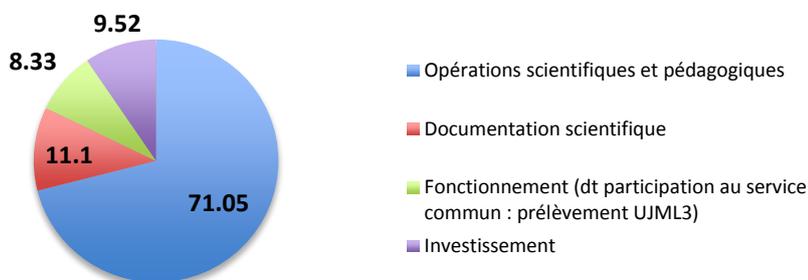
Depuis janvier 2016, les sous-centres de responsabilité sont gérés **sous un seul Centre de responsabilité**, l'EDIEC, à l'exception de l'IDCEL, compte tenu de son statut d'institut et hors sa dotation recherche qui, par souci de cohésion et à notre demande, est maintenue sous le CR EDIEC. En conséquence, les décisions financières, budgétaires et comptables, et, partiellement, les décisions administratives corrélatives, sont centralisées au niveau de l'équipe ; de même, les eOTP¹ et les recettes affectées sont adossés au CR EDIEC et agrégés à son budget, sans fongibilité des dépenses et recettes. D'autre part, une partie de la masse salariale du personnel administratif de l'EDIEC, prise en charge par l'établissement, transite sur le CR, également sans fongibilité.

Enfin, **l'évaluation** de l'équipe ayant été excellente (évolution positive de son périmètre, de sa gouvernance et de l'intensité de sa production scientifique), sa dotation a été augmentée. Cette augmentation n'affecte pas la politique déterminée de l'EDIEC de **diversification et d'« externalisation » de ses ressources** (extérieures à l'établissement, publiques et privées ; par exemple, en 2018, le budget total de l'EDIEC augmentera de 50 % par l'apport de financements européens).

Postes de dépenses en % du budget total de l'Équipe (budget primitif 2018, masse salariale comprise) :



Postes de dépenses en % du budget total de l'Équipe (budget primitif 2018, hors masse salariale et eOTP) :



¹ Élément(s) d'organigrammes techniques de projets. Pour notre équipe, ce sont des subventions régionales, nationales et européennes d'un montant variant de **1 500 à 75 000 euros**.

ANNEXES

ORGANIGRAMME DE L'ÉQUIPE
MEMBRES STATUTAIRES AU 31/12/2017

Équipe de droit international, européen et comparé (EDIEC, EA 4185)

Directrice : **Frédérique Ferrand**, Professeur des universités, Agrégée de droit privé,
Membre honoraire de l'Institut universitaire de France
Responsable administrative, éditoriale et financière, webmestre : **Véronique Gervasoni**
Assistant à la valorisation de la recherche : **Nicolas Couturier**

CDI

Directeur : **Stéphane Doumbé-Billé**, Professeur des universités, Agrégé de droit public

Enseignants-chercheurs :

Sandrine Cortembert, Maître de conférences en droit public
Hélène Hamant, Maître de conférences en droit public
Kiara Neri, Maître de conférences HDR en droit public

CREDIP

Directeur : **Cyril Nourissat**, Professeur des universités, Agrégé de droit privé

Enseignants-chercheurs :

Jean-Sylvestre Bergé, Professeur des universités, Agrégé de droit privé, membre senior de l'IUF
Nicolas Bouche, Maître de conférences HDR en droit privé
Blandine de Clavière, Maître de conférences
Alain Devers, Maître de conférences HDR en droit privé
Malik Laazouzi, Professeur des universités, Agrégé de droit privé
Ludovic Pailler, Maître de conférences en droit privé
Édouard Treppoz, Professeur des universités, Agrégé de droit privé

CEE

Directeur : **Éric Carpano**, Professeur des universités, Agrégé de droit public

Directrice adjointe :

Gaëlle Marti, Professeure des universités, Agrégée de droit public

Enseignants-chercheurs :

Mathieu Cardon, Maître de conférences en droit public
Thierry Debard, Professeur des universités, Agrégé de droit public
Christine Ferrari-Breeur, Maître de conférences HDR en droit public
Michaël Karpenschif, Professeur des universités, Agrégé de droit public
Bernadette Le Baut-Ferrarese, Professeur des universités en droit public
Efthymia Lekkou, Maître de conférences en droit public
Loïc Robert, Maître de conférences en droit public
Hélène Surrel, Professeur des universités en droit public
Jean-Pierre Viennois, Professeur des universités, Agrégé de droit privé
Florence Zampini, Maître de conférences HDR en droit public

IDCEL

Directrice : **Frédérique Ferrand**, Professeur des universités, Agrégée de droit privé

Directrice adjointe : **Laurence Francoz Terminal**, Maître de conférences en droit privé

Responsable administrative : **Gabriela Condis**

Enseignants-chercheurs :

Blanche Sousi, Professeur émérite de l'Université Lyon 3, Chaire Jean Monnet *ad personam* Droit bancaire et monétaire européen, Directeur du [Centre Européen de Recherches en Banque et Finance](#)

STATUTS DE L'ÉQUIPE

Article 1^{er}

Il est créé, au sein de la Faculté de Droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3, une **Équipe de droit international, européen et comparé (EDIEC, EA n°4185)**, au statut d'Équipe de recherche.

Article 2 – Objet

Cette Équipe a pour objet, d'une part, d'initier toute démarche scientifique permettant de fédérer les différents centres de recherche constitutifs de ladite équipe, d'autre part, de développer toute forme de coopération avec d'autres équipes de recherches en France et à l'étranger et, enfin, de procéder à toute les études et activités pouvant relever du champ des droits international, européen et comparé soit directement soit en partenariat avec d'autres Équipes ou Centres de recherche. Cette démarche fédérative n'est pas exclusive de la possibilité pour chaque Centre de recherche adhérent de développer ses propres thématiques de recherche tout en recherchant autant que faire se peut à y associer les autres Centres dans le cadre de l'Équipe.

Article 3 – Missions

L'Équipe assure une mission de gestion générale des activités de recherche afférentes dans le cadre du contrat de recherche pour lequel l'Université Jean Moulin Lyon 3 a obtenu une habilitation ministérielle.

Elle coordonne la politique scientifique des différents Centres de recherche qui en sont membres. Cette coordination ne remet pas en cause les besoins spécifiques à chaque Centre adhérent, tels qu'ils ont pu être définis par leur conseil d'administration et/ou scientifique respectifs, liés notamment à des programmes de recherche qui leur sont propres.

Article 4 – Centres membres de l'EDIEC

L'Équipe comprend quatre centres de recherche : le Centre de droit international (CDI), le Centre d'Études Européennes (CEE), le Centre de recherche en droit international privé (CREDIP) et l'Institut de droit comparé Édouard Lambert (IDCEL), qui fédèrent un ensemble de chercheurs et d'enseignants-chercheurs appartenant ou non à l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Une majorité qualifiée des trois quarts des Centres de l'Équipe est requise pour l'adhésion d'un nouveau Centre de recherche à l'Équipe, chaque Centre exprimant sa position selon les modalités propres à ses statuts.

Une majorité qualifiée des trois quarts des Centres de l'Équipe est également requise pour l'adhésion d'un enseignant-chercheur comme membre titulaire ou associé de l'Équipe.

Article 5 – Administration

L'Équipe est animée par un Directeur (une Directrice), nommé(e) pour cinq ans par le Président de l'Université Jean Moulin Lyon 3 sur proposition du Doyen de la Faculté de droit, après avis des responsables des Centres de recherche constitutifs de l'Équipe.

Il ou elle est choisi(e) parmi les enseignants de la Faculté de Droit membres de l'Équipe.

Article 6 – Conseil scientifique et de gestion

L'Équipe est animée tant sur le plan scientifique que sur le terrain de la gestion par un Conseil scientifique et de gestion constitué du Directeur (de la Directrice) de l'Équipe ainsi que du Directeur (de la Directrice) de chacun des Centres de recherches membres de l'Équipe, d'un représentant des doctorants rattachés à l'Équipe et à un de ses Centres, du Directeur (de la Directrice) de l'École doctorale de droit, du Doyen de la Faculté de droit ou de son représentant et du Vice-

président de l'Université chargé de la recherche ou de son représentant.

Ce Conseil se réunit au moins une fois par an sur convocation du Directeur (de la Directrice) de l'Équipe. Il se réunit également à la demande du Doyen de la Faculté de Droit ou du Vice-président de l'université chargé de la recherche, ou sur demande de la majorité des directeurs des Centres rattachés, sur un ordre du jour préalablement établi.

Article 7 – Budget

Les recettes de l'Équipe sont constituées par les crédits de recherche affectés et issus du contrat de recherche liant l'État à l'Université Jean Moulin Lyon 3 et de toute autre ressource publique ou privée qu'elle pourrait tirer de ses activités et de toute autre forme de soutien. Il appartient à son Conseil scientifique et de gestion d'en décider l'affectation chaque année en distinguant :

1° les sommes affectées à la gestion générale, à la mutualisation des moyens et équipements et à des actions scientifiques « fédérales », et 2° les sommes destinées aux activités propres des Centres de recherche.

Cette compétence ne remet pas en cause l'affectation des moyens matériels et financiers spécifiques dont les centres adhérents pourraient être bénéficiaires dans le cadre de contrats de recherche ou de subventions les concernant.

Un bilan annuel est établi et présenté au Conseil scientifique et de gestion ainsi qu'à la Faculté de Droit.

Article 8 – Adhésion

L'Équipe peut demander à pouvoir appartenir à d'autres institutions de recherche locales, nationales ou internationales sous couvert de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Elle inscrit sa démarche scientifique dans le cadre du PRES Université de Lyon en favorisant tout partenariat avec les Équipes et Centres de recherche des Universités Jean Monnet de Saint-Étienne et Lumière – Lyon 2.

Elle peut aussi intégrer différents réseaux scientifiques gérés nationalement.

Article 9 – Liaison avec l'enseignement

L'Équipe développe toute activité (conférences thématiques, journées d'études...) pouvant venir en appui aux différents Masters relevant du champ du droit international, européen ou comparé. Elle assiste également les doctorants dans le cadre d'activités similaires (conférences de thèses, séminaires de méthodologie...).

Article 10 – Approbation et modification des statuts

Les présents statuts sont soumis pour approbation au Conseil de la Faculté de Droit, puis, en cas d'approbation, aux conseils compétents de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Les présents statuts peuvent être modifiés sur approbation du Conseil scientifique et de gestion de l'Équipe à l'initiative de son Directeur (de la Directrice) ou de l'un des responsables des Centres de recherche adhérents, puis selon les modalités énoncées à l'alinéa premier pour leur approbation.

Article 11 – Dissolution de l'Équipe

Il peut être mis fin aux activités de la présente Équipe à l'initiative du Directeur (de la Directrice) ou de la majorité des responsables de Centres, sur décision unanime de son Conseil scientifique et de gestion, et après approbation des instances compétentes de l'Université (Conseil de la Faculté de droit, Conseils scientifique et administratif de l'Université Jean Moulin Lyon 3).

Centre de Droit International (CDI)

Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit – CDI
15 quai Claude Bernard – 69007 Lyon

Adresse postale :

Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit (Quais) – EDIEC
1C avenue des Frères Lumière
CS 78242
69372 Lyon Cedex 08
Tél. : ++ 00 / (33) 4 78 78 73 52 / Fax : ++ 00 / (33) 4 26 31 85 24
Courriel : cdi@univ-lyon3.fr / Site web : <http://cdi.lyon3.free.fr>



ENSEIGNANTS-CHERCHEURS ET DOCTORANTS MEMBRES DU CENTRE DE DROIT INTERNATIONAL (CDI)

Enseignants-chercheurs :

Stéphane DOUMBÉ-BILLÉ, Professeur des universités, Agrégé de droit public, Directeur

Sandrine CORTEMBERT, Maître de conférences en droit public

Hélène HAMANT, Maître de conférences en droit public

Kiara NERI, Maître de conférences en droit public, HDR

Enseignants-chercheurs et docteurs associés :

Laurent SERMET, Professeur de droit public

Ayham ALATA

Baba Hamady DEME

Mehtap KAYGUSUZ

Frédérique LOZANORIOS

Caroline MIGAZZI

Guy-Fleury NTWARY

Anna Maria SMOLINSKA

Francesca VARVELLO

Docteurs / ATER / Doctorants :

Steeven AGBELESSESSI

Zied AYARI

Liliana HAQUIN SAENZ

Alexandra KIHOULOU

Rosalie LE MOING, Doctorante contractuelle

Laura LETOURNEUX, Doctorante contractuelle

Kokougan MESSIGA, Doctorant à l'Université de Tours, associé

Aubin NZAOU, ATER

Moussa OUOBA

Françoise PACCAUD

Maëlle QUESNE

Tatiana RENNO, Doctorante contractuelle

Pascale RICARD, Doctorante à l'Université de Paris 1, Chercheur associé

Centre de Recherche sur le Droit International Privé (CREDIP)

Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit – CREDIP
15 quai Claude Bernard – 69007 Lyon

Adresse postale :

Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit (Quais) – EDIEC
1C avenue des Frères Lumière
CS 78242

69372 Lyon Cedex 08

Tél. : ++ 00 / (33) 4 78 78 72 51

Courriel : credip@univ-lyon3.fr

Page web : <http://ediec.univ-lyon3.fr/recherche/centres-de-recherche/le-centre-de-recherche-sur-le-droit-international-privé>



ENSEIGNANTS-CHERCHEURS ET DOCTORANTS

MEMBRES DU CENTRE DE RECHERCHE SUR LE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ (CREDIP)

Enseignants-chercheurs :

Cyril NOURISSAT, Professeur des universités, Agrégé de droit privé, Directeur

Jean-Sylvestre BERGÉ, Professeur des universités, Agrégé de droit privé

Nicolas BOUCHE, Maître de conférences en droit privé, HDR

Blandine de CLAVIÈRE, Maître de conférences en droit privé

Alain DEVERS, Maître de conférences en droit privé, HDR

Malik LAZOUZI, Professeur des universités, Agrégé de droit privé

Ludovic PAILLER, Maître de conférences en droit privé

Édouard TREPPOZ, Professeur des universités, Agrégé de droit privé

Enseignants-chercheurs **associés** au CREDIP :

Louis d'AVOUT, Professeur des universités, Agrégé de droit privé, Université Paris 2 – Panthéon-Assas.

Docteurs / ATER / Doctorants :

Rim ACHOUR

Mina ADEL

Golshid ARDEHALI, Docteur en droit

Maxime BARBA, ATER

Dimitri BELOT

Stéphanie BORREL, Doctorante associée

Cécile CORSO, Docteur en droit

Charlemagne O.G. DAGBEDJI

Falilou DIOP

Aline EL SAYED

Sherif ELATIFY, Docteur en droit

Xiaoyuan GAO

Bérengère GREIL, Docteur en droit

Pamela GUICHARD, Docteur en droit

Charlotte HOURMAT

Olivier Raymond HUBERT

Theofanis KARDIMIS, Docteur en droit

Jérémy LHADI

Charles-Édouard LOIRET

Blanche de LA MURE

Céline MOILLE, Docteur en droit

Awa Diambogne NDOUR

Monique NGO BAGAL, Docteur en droit

Dinh Thuy Huong NGUYEN

Bianca PASCALE

Cécile PELLEGRINI, Docteur en droit, Post-doc
Univ. de Luxembourg

Sotheavireak RA, Docteur en droit

Colin REYDELLET

Ernest Octave SABINO

Seyed Abbas SEYEDI ARANI, Docteur en droit

Sami SERAGEL DIN

Pikol SIENG, Docteur en droit

Sokunchivy SOK

Wladimir SOLTMANN, Docteur en droit

Amygdalia THOMADAKI.

Centre d'Études Européennes (CEE)

Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit – CEE
15 quai Claude Bernard – 69007 Lyon

Adresse postale :

Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit (Quais) – EDIEC
1C avenue des Frères Lumière
CS 78242

69372 Lyon Cedex 08

Tél. : ++ 00 / (33) 4 78 78 72 51

Courriel : cee@univ-lyon3.fr / Page web : <http://cee.univ-lyon3.fr>



ENSEIGNANTS-CHERCHEURS ET DOCTORANTS

MEMBRES DU CENTRE D'ÉTUDES EUROPÉENNES (CEE)

Enseignants-chercheurs :

Éric CARPANO, Professeur des universités, Agrégé de droit public, Directeur

Mathieu CARDON, Maître de conférences en droit public

Thierry DEBARD, Professeur des universités, Agrégé de droit public

Christine FERRARI-BREEUR, Maître de conférences en droit public, HDR,

Michaël KARPENSCHIF, Professeur des universités, Agrégé de droit public

Bernadette LE BAUT-FERRARESE, Professeur des universités

Efthymia LEKKOU, Maître de conférences en droit public

Gaëlle MARTI, Professeur des universités, Agrégée de droit public, Directrice adjointe

Loïc ROBERT, Maître de conférences en droit public

Hélène SURREL, Professeur des universités, Sciences Po Lyon.

Jean-Pierre VIENNOIS, Professeur des universités, Agrégé de droit privé

Florence ZAMPINI, Maître de conférences en droit public, HDR

Enseignants-chercheurs associés au CEE :

Jean-Sylvestre BERGÉ, Professeur des universités, Agrégé de droit privé (EDIEC-CREDIP).

Mathieu COMBET, Maître de conférences en droit privé, Université Jean Monnet de Saint-Etienne, CERCRID.

Panayotis SOLDATOS, Professeur émérite de l'Université de Montréal, Chaire Jean Monnet *ad personam* à l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Dimitrios VOUGIOUKAS, Docteur en droit, Avocat au Barreau d'Athènes, Enseignant agrégé à l'Université Paris 13/Id'EF d'Athènes (<http://www.ideffr/ideffr/ideffr.htm>).

Melchior WATHELET, Avocat général à la Cour de justice de l'Union.

Docteurs / ATER / Doctorants :

ARTEMIOU Eleni, Docteur en droit

CHATTOUT Yassine

COGNET Gaëlle

CRAVAREZZA Amaury

DESFORGES Antoine

DJIERDJIAN Endza

DOSSAN Gilles Landry

DURAND Étienne, Docteur en droit

FRANCOISE Marylou

GRANGEON Julie, Doctorante contractuelle

JOUTEUX Chloé

JURY Fabrice, Docteur en droit

KATSORCHI Panagiota

KRUZSLICZ Péter

LAHOUAZI Mehdi, Docteur en droit

LOLJEEH Rajendranuth

MAULET Léa

NDZIE Charlie

RAMI Karima

SONKO Aminata

SOW Abdoulaye

TIREL Georges

TILLMANN Marie

WATTECAMPS Aurélie

Institut de Droit Comparé Édouard Lambert (IDCEL)
Responsable administrative : Gabriela CONDIS
Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit – IDCEL
6 cours Albert Thomas – Lyon 08
Adresse postale :
Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit – IDCEL
1C avenue des Frères Lumière
CS 78242
69372 Lyon Cedex 08
Tél. : ++ 00 / (33) 4 78 78 70 58 / Fax : ++ 00 / (33) 4 78 78 75 00
Courriel : fdc@univ-lyon3.fr / Site web : <http://idcel.univ-lyon3.fr>



Institut de droit comparé Édouard Lambert (IDCEL)
Bibliothécaire : Germain IVANOFF-TRINADTZATY
Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit – IDCEL
15 quai Claude Bernard – 69007 Lyon
Adresse postale :
Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit (Quais) – BIDC
1C avenue des Frères Lumière
CS 78242
69372 Lyon Cedex 08
Tél. : ++ 00 / (33) 4 78 78 71 94
Courriel : bidc@univ-lyon3.fr / Site web : <http://idcel.univ-lyon3.fr>

ENSEIGNANTS-CHERCHEURS ET DOCTORANTS

MEMBRES DE L'INSTITUT DE DROIT COMPARÉ ÉDOUARD LAMBERT (IDCEL)

Enseignants-chercheurs :

Frédérique FERRAND, Professeure des universités, Agrégée de droit privé, Directrice.

Laurence FRANCOZ TERMINAL, Maître de conférences en droit privé, Directrice adjointe.

Blanche SOUSI, Professeure émérite, Chaire Jean Monnet Droit bancaire et monétaire européen (créée *ad personam* en 1999), Directeur du [Centre Européen de Recherches en Banque et Finance](#).

Enseignants-chercheurs associés à l'IDCEL :

Béatrice JALUZOT, Maître de conférences en droit privé, HDR, Sciences Po Lyon.

Docteurs / ATER / Doctorants :

Adi BROVINA

Yousra CHAABAN

Rui CHENG, Docteur en droit

Julie COURTOIS, ATER

Nicolas COUTURIER

Constantin KARAGOUNIS

Ratha LIM

Dyonisia MOUZAKI, Docteur en droit

Hermès MURRAT

Federica PORCELLI, Docteur en droit

Sylvio QUINCEY, Docteur en droit

Karim RIBAHI, Docteur en droit

Marie-France ROBIN BIGARD.

NOUS SUIVRE SUR LE WEB

- ▶ **EDIEC, Équipe de droit international, européen et comparé** : <http://ediec.univ-lyon3.fr>
- ▶ **CDI, Centre de droit international** : <http://ediec.univ-lyon3.fr/recherche/centres-derecherche/le-centre-de-droit-international>
- ▶ **CEE, Centre d'études européennes** : <http://cee.univ-lyon3.fr>
- ▶ **CREDIP, Centre de recherche sur le droit international privé** : <http://ediec.univ-lyon3.fr/recherche/centres-de-recherche/le-centre-de-recherche-sur-le-droit-international-prive>
- ▶ **Institut de droit comparé Édouard Lambert** : <http://idcel.univ-lyon3.fr>

LES BLOGS ET RÉSEAUX SOCIAUX DE L'EDIEC ET DE SES MEMBRES

- ▶ La page  de l'EDIEC : [Équipe de droit international, européen et comparé – EDIEC – EA 4185](https://www.facebook.com/ediec_4185)
- ▶ Le compte  de l'EDIEC : @ediec_4185
- ▶ Le blog de **Blanche Sousi, IDCEL** : <http://banque-notes.eu> et la page  [Banque-Notes](https://www.facebook.com/Banque-Notes)
- ▶ Le blog de **Jean-Sylvestre Bergé, CREDIP + CEE** : <http://www.universitates.eu/jsberge> et le compte  @jsberge
- ▶ Le blog de **Panayotis Soldatos, CEE** : <http://www.soldatos.net>

EN SAVOIR PLUS SUR NOS ACTIVITÉS

Publications : <http://ediec.univ-lyon3.fr/publications>

Rapports d'activité annuels : <http://ediec.univ-lyon3.fr/presentation/rapports-dactivite>

Évaluations :

- [Notre évaluation par le HCERES \(2015\)](#)
- [Notre évaluation par l'AERES \(2010\)](#)

Directrice de publication : Frédérique Ferrand, Professeur des universités, Agrégée de droit privé, Directrice de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé, Directrice de l'Institut de Droit Comparé Édouard Lambert | **Réalisation, édition, photographies (sauf mention expresse)** : Véronique Gervasoni, Ingénieur d'études, Responsable administrative et responsable d'édition de l'EDIEC.

Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit
Équipe de droit international, européen et comparé – EDIEC, EA n° 4185
15 quai Claude Bernard, 69007 Lyon
Adresse postale : Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit (Quais) – EDIEC
1C avenue des Frères Lumière CS 78242 – 69372 Lyon Cedex 08
Tél. : ++ 00 / 33 478 787 251 | Courriel : ediec@univ-lyon3.fr | Web : <http://ediec.univ-lyon3.fr> |  |  @ediec_4185

